

27 février 2026

Cameroun : Point de situation sécuritaire sur l'année 2025

Focus sur les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest
et sur la région de l'Extrême-Nord

Avertissement

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur les pays d'origine, ne prétend pas faire le traitement exhaustif des problématiques qu'il aborde.
Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.
La reproduction ou la diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

Table des matières

1.	Données démographiques par régions	3
2.	Nombre d'incidents violents par régions concernées.....	5
2.1.	Evolution récente	6
2.2.	Les régions anglophones du NOSO	7
2.2.1.	La région du Nord-Ouest	8
2.2.2.	La région du Sud-Ouest	10
2.3.	La région de l'Extrême-Nord	10
2.3.1.	Le département du Mayo-Sava	12
2.3.2.	Le département du Logone-et-Chari	13
2.3.3.	Le département du Mayo-Tsanaga.....	15
3.	Types d'incidents violents.....	16
4.	Nombre de morts liés aux incidents sécuritaires.....	18
5.	Les principaux acteurs.....	18
5.1.	Les séparatistes armés dans les régions anglophones (NOSO).....	18
5.2.	Les groupes islamistes armés dans la région de l'Extrême-Nord.....	21
5.3.	Les milices armées communautaires.....	23
5.4.	Les forces de sécurité	25
6.	Situation générale des personnes déplacées	26
7.	Situation humanitaire	27
8.	Accès internationaux, vols internes et principaux axes routiers.....	28
9.	Annexe I : Estimation de la population dans la région du Nord-Ouest.....	30
10.	Annexe II : Estimation de la population dans la région du Sud-Ouest.....	32
11.	Annexe III : Estimation de la population dans la région de l'Extrême-Nord	34
12.	Annexe IV : Cameroun : Mouvement des réfugiés et des PDI (HCR 31/01/2026)	37
	Bibliographie.....	38

Résumé : Veille sécuritaire du Cameroun couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025 à partir de l'exploitation de la base de données d'ACLED.

Abstract: Security monitoring of Cameroon from 1st January to 31st December 2025, relying on ACLED's database.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Données démographiques par régions

Pour rappel, le Cameroun est divisé en dix régions, chacune étant dirigée par un gouverneur nommé par le président de la République¹. La partie anglophone du pays comprend deux régions frontalières du Nigéria : **celle du Nord-Ouest et celle du Sud-Ouest (ou régions du NOSO)**, et la partie francophone est composée de huit régions : les régions du Nord, **de l'Extrême-Nord**, du Centre, de l'Est, de l'Ouest, du Sud, du Littoral et celle de l'Adamaoua.

Les régions sont subdivisées en 58 départements, dirigés par des préfets nommés par le président. Les départements sont eux-mêmes subdivisés en arrondissements dirigés par des sous-préfets.

La décentralisation, inscrite dans la Constitution, n'a été que partiellement mise en œuvre et ne s'est pas traduite par une allocation efficace des ressources².

Les troubles sécuritaires dans les régions anglophones, celle de l'Extrême-Nord, ainsi que les répercussions de la crise République centrafricaine, ont entraîné des déplacements massifs de population qui ont significativement impacté le nombre d'habitants des différentes unités administratives du pays³.

Toutefois, aucun recensement général de la population n'ayant été réalisé au Cameroun depuis novembre 2005⁴, les **données démographiques disponibles sont des estimations** élaborées par divers organismes internationaux et nationaux, notamment à partir d'images géospatiales.

Lors de sa dernière mise à jour le 21 janvier 2026⁵, l'annuaire mondial de la CIA (*World Factbook*)⁶ a estimé la population totale du Cameroun à environ **31 518 954 habitants** (estimation 2025)⁷. Avec un taux de croissance démographique annuel proche des 2,37 %, la population est jeune, avec un âge moyen - tous âges confondus⁸ - d'environ 19,4 ans (estimation 2025)⁹.

La carte de la CIA illustrant la répartition géographique de la population camerounaise par nombre d'habitants au km² montre que la majorité de la population est concentrée vers l'Ouest, le Nord du pays, ainsi que dans la région du Littoral, où se trouve Douala, capitale économique, et dans la région Centre, où se situe Yaoundé, la capitale administrative. L'intérieur du pays demeure plus faiblement peuplé¹⁰. De fait, selon la fondation *Bertelsmann Stiftung*, environ 50 % de la population vit en zone rurale¹¹.

En octobre 2024, le Bureau central des recensements et des études de population (BUCREP)¹² du Cameroun a rendu publiques ses dernières estimations sur la composition démographique du pays pour l'année 2023¹³, année où le Cameroun comptait environ 28 856 127 habitants¹⁴. Pour parvenir à ces estimations, le Bureau s'est appuyé sur diverses données nationales et géospatiales¹⁵ et « a adopté une méthodologie innovante, fondée sur les techniques développées par *WorldPop*¹⁶, un groupe de

¹ Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, [url](#)

² Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, [url](#)

³ République du Cameroun, BUCREP, 10/2024, p. 8, [url](#)

⁴ République du Cameroun, BUCREP, « Avant-propos », 10/2024, [url](#) ; Focus Media Afrique, 29/08/2025, [url](#)

⁵ Le 4 février 2026, la CIA a annoncé qu'elle cesserait la publication du *World Factbook*, vraisemblablement en raison de coupures budgétaires décidées par l'administration en place. Source : The Hill, 05/02/2026, [url](#) ; New York Times, 05/02/2026, [url](#)

⁶ USA, CIA, 21/01/2026, [url](#) [dernière mise à jour : 21 janvier 2026]

⁷ USA, CIA, 21/01/2026, [url](#) [dernière mise à jour : 21 janvier 2026]

⁸ D'après les données de la CIA, 41.5% de la population serait âgée de moins de 14 ans ; 55.3% de 15 à 64 ans ; et seulement 3.2% aurait plus de 65 ans. USA, CIA, 21/01/2026, [url](#) [dernière mise à jour : 21 janvier 2026]

⁹ USA, CIA, 21/01/2026, [url](#) [dernière mise à jour : 21 janvier 2026]

¹⁰ USA, CIA, 21/01/2026, [url](#)

¹¹ Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, [url](#)

¹² La mission du BUCREP est de produire et de mettre à disposition des données sociodémographiques fiables. Source : Focus Media Afrique, 29/08/2025, [url](#)

¹³ République du Cameroun, Bureau Central des Recensements et des Études de Population (BUCREP), « Estimation de la population du Cameroun en 2023 », 10/2024, [url](#)

¹⁴ République du Cameroun, BUCREP, 10/2024, [url](#)

¹⁵ « Les estimations du BUCREP pour l'année 2023 sont obtenues à partir d'un modèle statistique reposant sur le traitement et l'intégration des données issues du recensement pilote du 4ème RGPH [recensement général de la population et de l'habitat], des enquêtes nationales récentes, des limites administratives du Cameroun et des zones de dénombrement, de l'empreinte du bâti et des informations géospatiales ». République du Cameroun, BUCREP, « Avant-propos », 10/2024, [url](#)

¹⁶ *WorldPop* est un programme de l'École de géographie et de sciences de l'environnement, de l'Université de Southampton au Royaume-Uni qui exploite les données et recherches démographiques spatiales ouvertes dans le but d'améliorer les données démographiques au niveau local et à garantir leur utilisation efficace dans les domaines de la santé, du développement et de

recherche interdisciplinaire [de l'Université de Southampton au Royaume-Uni] spécialisé dans les données démographiques et spatiales¹⁷ ».

Les chiffres du BUCREP révèlent que la répartition territoriale de la population camerounaise, par ordre de plus fortes concentrations d'habitants, se répartit comme suit :

1. **La région de l'Extrême-Nord**, avec 5 573 289 habitants, soit près de **19,3 %** de la population totale ;
2. La région du Centre, avec 5 204 170 habitants, soit **18,0 %** de la population totale ;
3. La région du Littoral avec 4 247 503 habitants, soit **14,7 %** de la population totale ;
4. La région du Nord, avec 3 753 485 habitants, soit **13 %** de la population¹⁸.

S'agissant des régions anglophones, le BUCREP fournit les chiffres suivants :

- **La région du Nord-Ouest** compte 1 774 119 habitants, soit **6,1 %** de la population totale du pays (2023) ;
- **La région du Sud-Ouest** compte 1 324 187 habitants, soit **4,6 %** de la population totale (2023).
- Au total, en 2023, **les régions anglophones** auraient abrité 3 098 306 habitants, soit **10,7 %** de la population totale du Cameroun.

Le tableau ci-après, extrait de l'étude du BUCREP, fournit les estimations du nombre d'habitants par région et leur poids démographique respectif :

Régions	Effectif estimé	Poids démographique (%)
Adamaoua	1 525 175	5,3 %
Centre	5 204 170	18,0 %
Est	1 200 281	4,2 %
Extrême-Nord	5 573 289	19,3 %
Littoral	4 247 503	14,7 %
Nord	3 753 485	13,0 %
Nord-Ouest	1 774 119	6,1 %
Ouest	3 315 190	11,5 %
Sud	938 738	3,3 %
Sud-Ouest	1 324 187	4,6 %
Total Cameroun	28 856 127	100,0 %

Tableau montrant les estimations du nombre d'habitants par région et leur poids démographique (en %) (Source : République du Cameroun, BUCREP, 10/2024, [url](#))

Dans son étude publiée en octobre 2024 le BUCREP a également fourni des tableaux estimatifs de la répartition des populations dans chacun des départements et arrondissements du pays. **Les tableaux concernant les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, sont joints en annexes de la présente note**¹⁹.

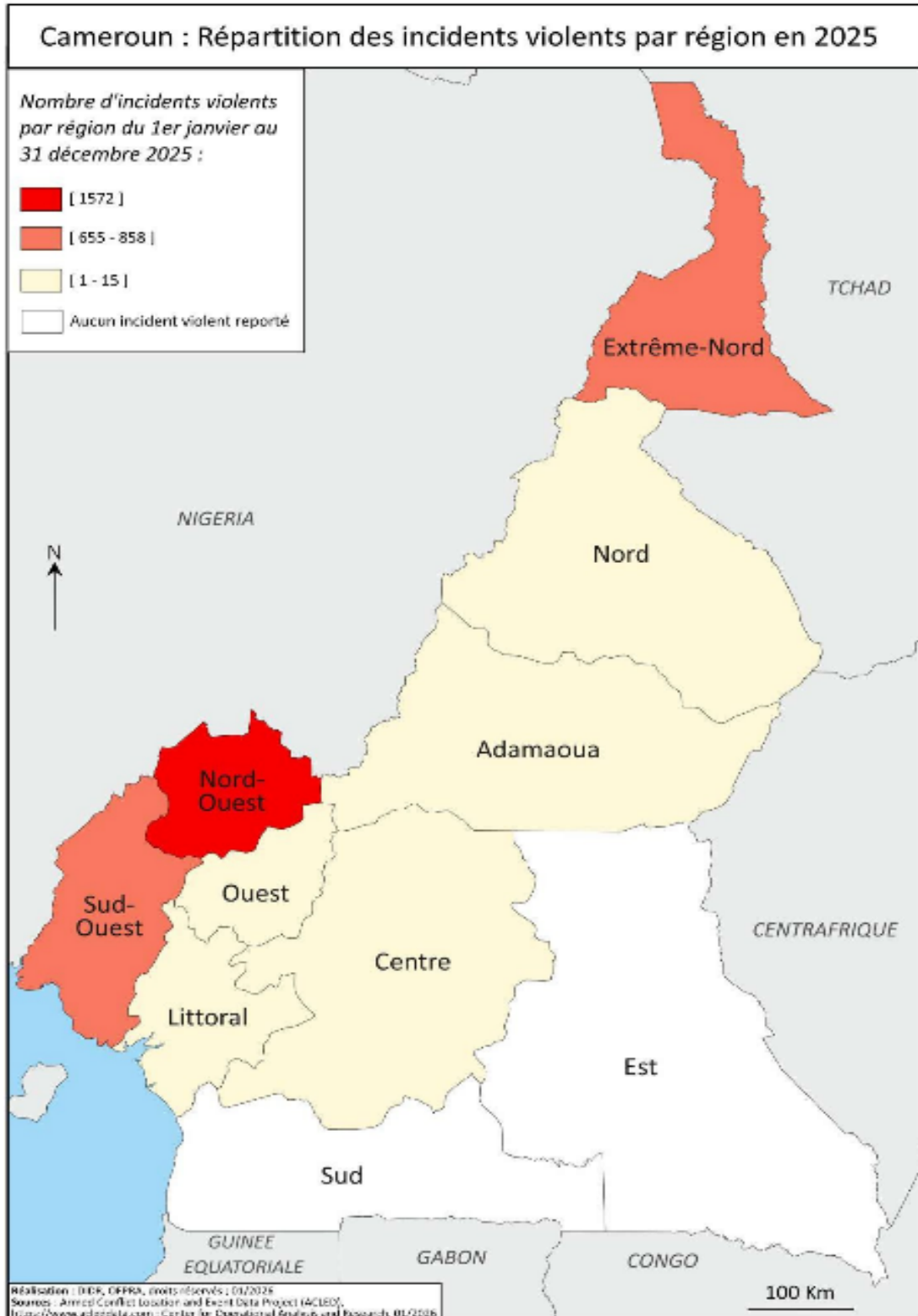
l'action humanitaire, notamment pour le suivi des progrès accomplis vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Sources: WorldPop, s.d., [url](#) & WorldPop, s.d., [url](#)

¹⁷ Focus Media Afrique, 29/08/2025, [url](#)

¹⁸ République du Cameroun, BUCREP, 10/2024, p.10, [url](#)

¹⁹ Voir : Annexe I : Estimation de la population dans la région du Nord-Ouest ; Annexe II : Estimation de la population dans la région du Sud-Ouest ; Annexe III : Estimation de la population dans la région de l'Extrême-Nord.

2. Nombre d'incidents violents par régions concernées



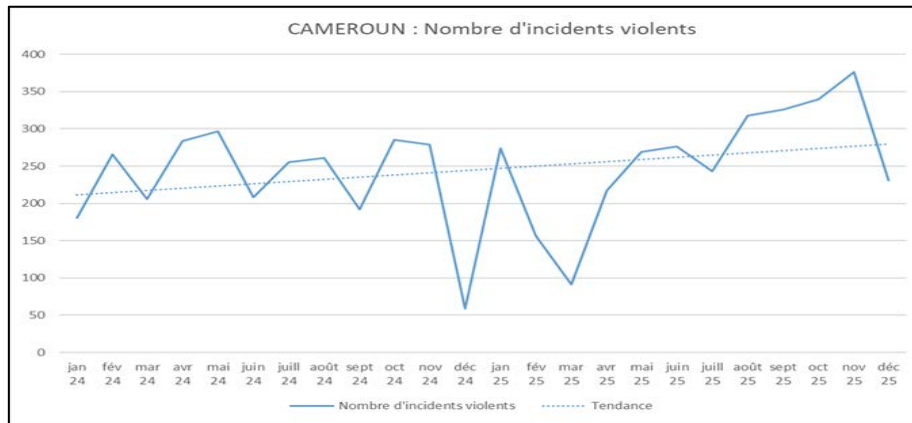
Carte du Cameroun illustrant le nombre d'incidents violents par régions recensés par ACLED en 2025
(DIDR, OFPRA, droits réservés, 01/2026 ; source : ACLED, 01/2026, [url](#))

2.1. Evolution récente

En 2025, le Cameroun figurait au 11^{ème} rang, dans la catégorie dite « élevée », des 50 pays les plus affectés par des conflits violents répertoriés par l'indice de conflictualité²⁰ élaboré par ACLED, un indice qui comprends trois niveaux de violence : extrême, élevé, et turbulent²¹.

L'année 2025 a été caractérisée par un accroissement marqué des incidents violents liés aux conflits en cours. Comparativement aux années précédentes, les chiffres extraient d'ACLED²² montrent qu'en 2025, le Cameroun a subi 3 117 incidents violents sur l'ensemble du territoire, soit 344 incidents de plus qu'en 2024, année qui avait déjà enregistré 2 773 incidents violents. Pour rappel, la première période analysée par la DIDR, qui allait d'octobre 2020 à mars 2022, recensait 1 326 incidents violents sur l'ensemble du territoire²³.

La recrudescence du nombre d'incidents violents de 2024 à 2025 peut être visualisée sur le graphique ci-après qui permet de constater que, mis à part le mois de décembre 2024 et les mois de février et mars 2025, le nombre mensuel d'incidents violents a toujours excédé les 200 incidents, avec un pic notoire de plus de 300 incidents violents mensuels durant la période préélectorale (élection présidentielle) d'août à octobre 2025.



Graphique illustrant l'évolution mensuelle des incidents violents survenus au Cameroun en 2024 et 2025. (Source : Armed Conflict Location & Event Data Project, ACLED, [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

Tableau issu de la veille sécuritaire

Nombre d'incidents violents par région		jan 25	fév 25	mar 25	avr 25	mai 25	juin 25	juill 25	août 25	sept 25	oct 25	nov 25	déc 25	Total	Total en %	
Cameroun anglophone	Nord-Ouest	137	61	31	124	137	145	135	163	160	167	194	118	1572	50%	
	Sud-Ouest	83	56	16	53	83	56	69	78	96	112	95	61	858	28%	
Cameroun francophone	Adamaoua	0	0	1	0	0	0	0	1	1	0	3	3	9	0,3%	
	Centre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0,0%	
	Est														0	0,0%
	Extreme-Nord	51	35	41	39	48	75	38	75	69	55	81	48	655	21%	
	Littoral	0	0	0	0	0	0	1	1	0	3	0	1	6	0,2%	
	Nord	3	4	1	1	1	0	0	0	0	2	3	0	15	0,5%	
	Ouest	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,0%	
CAMEROUN		274	156	91	217	269	276	243	318	326	340	376	231	3117		

Nombre d'incidents violents au Cameroun par mois et par région (Source : Armed Conflict Location & Event Data Project, ACLED, [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

²⁰ Trad. DIDR de l'anglais : « Conflict Index ».

²¹ Cet indice de conflictualité évalue les conflits dans le monde selon quatre indicateurs : la létalité, le danger pour les civils, la diffusion géographique, et le nombre de groupes armés. Source : ACLED, « Conflict Index », [consulté le] 30/01/2026, [url](#)

²² Les données statistiques compilées par ACLED ont été extraites par la DIDR le 7 janvier 2026.

²³ DIDR, « Cameroun : point de situation sécuritaire d'octobre 2020 à mars 2022 », 20/06/2022, [url](#)

Le tableau issu de la veille sécuritaire ci-dessus montre qu'en 2025, sur l'ensemble des incidents violents (3 117) survenus sur le territoire camerounais, la moitié (1 572) s'est produite dans la région anglophone du Nord-Ouest et un peu moins du tiers (858) dans la région anglophone du Sud-Ouest. A elles-deux, **les régions anglophones du NOSO ont cumulé près de 78 % de l'ensemble des incidents violents** (2 430).

Pour sa part, la région de l'Extrême-Nord a concentré le cinquième (21 %) des incidents violents survenus dans le pays (655). Les autres régions du pays n'ont connu qu'une fraction marginale de ce type de violences (32 incidents) qui ont principalement concerné la région du Nord (chef-lieu Garoua), celle de l'Adamaoua (chef-lieu Ngaoundéré), et celle du Littoral (chef-lieu Douala).

2.2. Les régions anglophones du NOSO

En 2025, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a réalisé une analyse de **la crise anglophone** depuis son déclenchement en 2017 jusqu'à la mi-mai 2025 en utilisant les données d'ACLED²⁴. Cette analyse montre que, contrairement à d'autres insurrections en Afrique qui tendent à déborder sur les frontières voisines, **la crise anglophone demeure strictement cantonnée aux frontières linguistiques et nationales**²⁵.

Depuis 2017, près de 99 % des incidents violents impliquant l'ensemble des factions séparatistes²⁶ et les forces armées camerounaises ont été circonscrits aux deux régions anglophones du NOSO sans débordement significatif vers le Nigéria frontalier ou les régions francophones voisines (Ouest et Littoral)²⁷.

Cette spécificité tient à la nature des revendications des séparatistes anglophones qui contestent les frontières héritées de la colonisation et la domination culturelle et économique imposée par le Cameroun francophone. Réclamant l'indépendance de « l'Ambazonie²⁸ », les séparatistes concentrent leurs attaques sur la destruction des symboles de l'État central présents sur le territoire qu'ils revendiquent²⁹.

La même source souligne que Bamenda, chef-lieu du département de la Mezam et capitale de la région du Nord-Ouest, est la localité qui a payé le plus lourd tribut en termes d'incidents violents. Le second principal foyer d'incidents violents a concerné l'arrondissement de Kumba, département de la Meme, dans la région du Sud-Ouest³⁰.

L'OCDE indique que, de janvier 2017 à la mi-mai 2025, la moyenne des morts dans les régions du NOSO s'est établie à une victime par incident violent lié aux **groupes armés non étatiques (GANE)** séparatistes, sans que soit toutefois précisés les auteurs exacts des violences parmi les forces en présence³¹. La même source observe que pour autant, le conflit anglophone n'a cessé de s'intensifier au cours des dernières années, avec un recours accru à la violence³².

Les régions du NOSO ont été touchées par l'échéance du scrutin présidentiel du 12 octobre, le conflit séparatiste s'intensifiant autour de l'élection, avant de connaître une brève accalmie puis une reprise des violences³³. Dès le 11 février, à l'occasion de la fête nationale de la jeunesse, les GANE séparatistes ont imposé des journées « villes mortes », illustrant à nouveau leur capacité de contrôle coercitif de l'espace public³⁴.

²⁴ Les données d'ACLED analysées par l'OCDE couvrent la période allant de l'année 2017 à la mi-mai 2025.

²⁵ OCDE, 30/05/2025, [url](#)

²⁶ Pour analyser l'évolution de la crise anglophone depuis ses débuts jusqu'à à mi-mai 2025, l'OCDE a choisi de regrouper l'ensemble des factions séparatistes considérées comme un seul acteur sous le nom du groupe séparatiste « Forces de défense ambazoniennes (*Ambazonia Defense Forces-ADF*). OCDE, 30/05/2025, [url](#)

²⁷ OCDE, 30/05/2025, [url](#)

²⁸ L'« Ambazonie » ou République fédérale « d'Ambazonie » est un État autoproclamé depuis le 1er octobre 2017 par les séparatistes anglophones dans les deux régions anglophones du Cameroun, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (NOSO) frontalières du Nigéria. Pour plus d'informations, voir : DIDR, 20/06/2022, p.4, [url](#)

²⁹ OCDE, 30/05/2025, [url](#)

³⁰ OCDE, 30/05/2025, [url](#)

³¹ Le conflit anglophone apparaît comme moins meurtrier que d'autres conflits générés par d'autres groupes armés en Afrique de l'Ouest, comme au Mali par exemple, où près de trois personnes sont tuées par incident impliquant le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (*Group for the Support of Islam and Muslims - JNIM*). Source : OCDE, 30/05/2025, [url](#)

³² OCDE, 30/05/2025, [url](#)

³³ ICG, 2025, [url](#)

³⁴ Xinhua, 10/02/2025, [url](#)

En avril et en juin, l'État a fait preuve d'une fermeté accrue en renforçant son dispositif sécuritaire en vue des élections régionales du 30 novembre³⁵, tandis que la **période allant de juillet à septembre** a été marquée par la décision des leaders séparatistes de déclarer le vote « illégal » et d'imposer un confinement massif à la rentrée tout en redoublant leurs attaques contre les forces de sécurité et de défense³⁶.

Dès la fin du mois d'août, les forces gouvernementales ont renforcé leur déploiement dans les régions du NOSO, suite à l'annonce, le 26 août, d'un confinement dans les deux régions du 8 septembre au 14 octobre décrété par les rebelles séparatistes afin de perturber l'élection présidentielle³⁷. Durant les journées "villes mortes" ces derniers ont menacé de s'en prendre à toute personne participant au processus électoral³⁸.

De nombreux soldats et gendarmes ont été tués dans des embuscades dans les régions du NOSO, notamment à Wum, département de Menchum, région du Nord-Ouest, et à Muyuka, département de Fako, région du Sud-Ouest (en septembre)³⁹.

Les populations civiles, prises en étau, ont été victimes de nouvelles exactions de part et d'autre avec des enlèvements de civils et de prêtres par les séparatistes armés, et des meurtres de civils par les forces gouvernementales qui les soupçonnaient de collaboration avec les insurgés⁴⁰.

D'octobre à novembre, alors que les contestations électorales secouaient le reste du pays, les régions anglophones sont restées en marge des manifestations nationales, tandis que les séparatistes armés avaient recours de manière soutenue à des embuscades, enlèvements de civils, et taxation de la population⁴¹. A partir de novembre, après une période de calme relatif, les attaques contre les forces de l'ordre ont repris, tuant une douzaine d'entre eux⁴².

Au mois de décembre, la Cour suprême a ouvert le procès en appel de dix dirigeants anglophones, dont Sisiku Julius Ayuk Tabe, qui avaient été condamnés à la prison à vie en 2019⁴³.

2.2.1. La région du Nord-Ouest

Nord-Ouest	Total d'incidents violents	En % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Groupes séparatistes	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Forces de sécurité	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Milices armées	soit en % du total de la région
Boyo	97	6%	71	73%	41	42%	7	7%
Bui	345	22%	326	94%	128	37%	4	1%
Donga-Mantung	278	18%	215	77%	61	22%	45	16%
Menchum	60	4%	45	75%	19	32%	9	15%
Mezam	414	26%	378	91%	113	27%	1	0%
Momo	261	17%	239	92%	63	24%	5	2%
Ngo-Ketunjia	117	7%	112	96%	34	29%	1	1%
Total	1572		1386	88%	459	29%	72	5%

Nombre d'incidents violents dans le département du Nord-Ouest en 2025
(Source : Armed Conflict Location & Event Data Project, ACLED, [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

D'après les chiffres d'ACLED en 2025, les principaux acteurs à l'origine d'incidents violents dans le Nord-Ouest ont été les groupes armés séparatistes (88 %), suivis des forces de sécurité (29 %), et, à la marge, les milices armées (5 %).

³⁵ ICG, 2025, [url](#)

³⁶ ICG, 2025, [url](#)

³⁷ ICG, 2025, [url](#)

³⁸ ICG, 2025, [url](#)

³⁹ ICG, 2025, [url](#)

⁴⁰ ICG, 2025, [url](#)

⁴¹ ICG, 2025, [url](#)

⁴² ICG, 2025, [url](#)

⁴³ ICG, 2025, [url](#)

Les groupes séparatistes armés ont particulièrement sévi dans les départements de la Mezam (378) ; celui de Bui (326) ; celui de la Momo (239) ; et celui de la Donga-Mantung (215). **Les forces de sécurité** ont surtout été à l'origine d'incidents violents dans le département de Bui (128) et celui de la Mezam (13). Quant aux **milices armées**, elles ont été à l'origine d'incidents violents essentiellement dans le département de la Donga-Mantung (45).

Le département de la Mezam a été l'un des principaux foyers d'insécurité en 2025 où les GANE ont attaqué des civils et des forces de sécurité et de défense. **Le 13 septembre**, quatre fidèles ont été tués par des groupes séparatistes armés dans une mosquée du village de Sabga (arrondissement de Tubah). Plusieurs otages ont été enlevés puis libérés par la gendarmerie⁴⁴. Le mois de novembre a connu une recrudescence marquée des affrontements entre les forces de sécurité et de défense et les GANE séparatistes. **Le 5 novembre**, une embuscade attribuée à des séparatistes a entraîné la mort de quatre gendarmes du Groupement polyvalent d'intervention à Bambili (arrondissement de Tubah), ainsi que plusieurs blessés civils⁴⁵.

Le 18 novembre, lors d'une opération de ratissage menée conjointement dans les départements de Ngo-Ketunjia et de la Mezam, le **Bataillon d'intervention rapide (BIR)**, une troupe d'élite de l'armée camerounaise, a tué trois séparatistes et détruit deux de leurs bases⁴⁶. **Le 30 novembre**, un véhicule de gendarmerie a été détruit par un engin explosif improvisé (EEI) à Bamenda, causant la mort de deux gendarmes⁴⁷.

Le département de Bui a également constitué un épice de violences armées. Le département se distingue par une forte activité structurée de groupes armés organisés et une confrontation directe avec les forces étatiques.

La zone autour de Maloun, petite ville située entre la région de l'Ouest et la localité de Mbonso, arrondissement de Mbven, département de Bui, est connue pour abriter plusieurs groupes séparatistes dont les Guerriers de l'unité de Bui (*Bui Unity Warriors*), les Forces de Défense de « l'Ambazonie » (*Ambazonia Defense Forces, ADF*), ainsi que l'Armée de l'Etat « d'Ambazonie » (*Ambazonia State Army*)⁴⁸. A titre d'exemple, **le 18 juin**, trois militaires ont été tués et deux autres blessés lors d'une attaque revendiquée par les Guerriers de l'unité de Bui (*Bui Unity Warriors*) contre un poste militaire à Maloun. Une attaque antérieure contre ce même poste avait déjà coûté la vie à deux soldats⁴⁹.

Le département de Donga-Mantung a connu des violences à la fois insurrectionnelles et communautaires entre des Peuls Mbororo et des villages voisins. **Le 18 avril**, lors d'une opération menée dans la localité de Ntundip, dans l'arrondissement de Ndu, le 3^{ème} Bataillon d'intervention rapide (BIR) a tué deux séparatistes, démantelé leur quartier général en détruisant leur armement, et libéré trois otages qu'ils détenaient⁵⁰. **Dans la nuit du 26 août**, des séparatistes armés non identifiés ont enlevé neuf habitants du village de Tabenken, arrondissement de Nkambe, département de **Donga Mantung**, et les ont conduits vers une destination inconnue⁵¹. **Les 12 et 13 décembre, des affrontements communautaires** ont coûté la vie à huit personnes et blessé plusieurs autres dans l'arrondissement de Ndu, région du **Donga-Mantung**. Des hommes armés - présumés combattants séparatistes - ont attaqué une communauté de Peuls Mbororo, tuant trois des leurs. En représailles, plusieurs Peuls Mbororo⁵² armés ont riposté en attaquant un village voisin dénommé Wowo où vit la tribu Wimbun, dont ils ont tué cinq habitants⁵³.

Le département du Ngo-Ketunjia a été le théâtre d'opérations militaires ciblées contre des groupes armés. Le 5 janvier, lors d'une opération pour débusquer un chef rebelle dénommé « Général The Only Bro », le 3^{ème} Bataillon d'intervention rapide (BIR) a tué deux séparatistes et capturé trois autres dans le village de Bamessing⁵⁴, dans le département du **Ngo-Ketunjia**⁵⁵. Le 18 novembre, une opération de

⁴⁴ Xinhua, 15/11/2025, [url](#)

⁴⁵ Journal du Cameroun, 05/11/2025, [url](#)

⁴⁶ Xinhua, 19/11/2025, [url](#)

⁴⁷ Xinhua, 01/12/2025, [url](#)

⁴⁸ Journal du Cameroun, 18/06/2025, [url](#)

⁴⁹ Journal du Cameroun, 18/06/2025, [url](#) ; Cameroun News Agency, 18/06/2025, [url](#)

⁵⁰ Xinhua, 19/04/2025, [url](#)

⁵¹ Xinhua, 28/08/2025, [url](#)

⁵² Les Peuls Mbororo sont régulièrement accusés par les séparatistes de collaborer avec forces gouvernementales. Pour plus d'informations, voir : Amnesty International, 04/07/2023, [url](#)

⁵³ Xinhua, 14/12/2025, [url](#)

⁵⁴ Bamessing est un village de la commune de Ndop, chef-lieu du département de Ngo-Ketunjia, dans la région du Nord-Ouest.

⁵⁵ Xinhua, 10/02/2025, [url](#)

ratissage conjointe avec la Mezam a également concerné ce département⁵⁶. **Dans le département de la Momo**, l'insécurité a été persistante malgré l'absence d'événements marquants signalés si ce n'est des embuscades⁵⁷.

2.2.2. La région du Sud-Ouest

Sud-Ouest	Total d'incidents violents	En % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Groupes séparatistes	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Forces de sécurité	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Milices armées	soit en % du total de la région
Fako	255	30%	225	88%	169	66%	4	2%
Kupe-Manenguba	100	12%	99	99%	46	46%	3	3%
Lebialem	24	3%	23	96%	3	13%	0	0%
Manyu	66	8%	53	80%	13	20%	10	15%
Meme	281	33%	281	100%	121	43%	1	0%
Ndian	132	15%	104	79%	63	48%	1	1%
Total	858		785	91%	415	48%	19	2%

Nombre d'incidents violents dans le département du Sud-Ouest en 2025

(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project-ACLED, [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

La DIDR observe que les incidents violents survenus dans la région du Sud-Ouest ont été moins relayés que ceux s'étant produits dans la région du Nord-Ouest. Ce fait tient peut-être aux difficultés d'accès sur le terrain et au manque de moyens de communication. En juillet 2021, Fabien Offner, chercheur sur l'Afrique centrale à Amnesty International, a commenté la situation sécuritaire dans les deux régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest) du Cameroun dans les termes suivants :

« **Toutes les parties au conflit commettent des atteintes aux droits humains et des exactions**, et la population civile est prise au piège [...] Il est difficile d'obtenir des informations précises sur la crise des droits humains qui se déroule dans ces régions, qui sont difficiles d'accès par la route et ne sont pas bien raccordées au niveau des réseaux de télécommunications⁵⁸ ».

Parmi les quelques incidents violents relayés figure la libération, le 17 mars, du sous-préfet de la commune d'Idabato, détenu au Nigéria après avoir été enlevé par des GANE séparatistes dans la région du Sud-Ouest le 1^{er} octobre 2024. Sa libération est intervenue après d'âpres négociations et le versement d'une rançon⁵⁹.

En revanche, les attaques de GANE séparatistes contre les forces de défense et de sécurité survenues entre le 5 et le 12 septembre dans le département de Fako ont été très médiatisées car elles ont coûté la vie à près d'une dizaine de membres des forces de sécurité⁶⁰.

Le 5 septembre, c'est un véhicule d'un Bataillon d'intervention motorisée (BIM)⁶¹ qui a été détruit par un engin explosif improvisé (EEI) sur l'axe Buea-Kumba alors qu'il opérait une relève à Malende, une localité de l'arrondissement de Muyuka, département de Fako. L'explosion a causé la mort de huit soldats. Sept ont perdu la vie sur place tandis qu'un autre est décédé à l'hôpital où il a été transporté. Dans la même circonscription administrative, dans la localité de Wotutu, un gendarme a été tué dans la nuit du samedi 6 septembre 2025⁶².

2.3. La région de l'Extrême-Nord

⁵⁶ Xinhua, 19/11/2025, [url](#)

⁵⁷ ICG, 2025, [url](#)

⁵⁸ Amnesty International, 28/07/2021, [url](#)

⁵⁹ Jeune Afrique, 26/03/ 2025, [url](#)

⁶⁰ ICG, 2025, [url](#)

⁶¹ Un Bataillon d'intervention motorisée (BIM) est une subdivision de la Brigade d'infanterie motorisée (BRIM) des Forces armées camerounaises.

⁶² Journal du Cameroun, 08/09/2025, [url](#) ; Xinhua, 06/09/2025, [url](#)

Extrême-Nord	Total d'incidents violents	En % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Forces de sécurité	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Groupes islamistes	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Milices armées	soit en % du total de la région
Diamare	11	2%	4	36%	3	27%	1	9%
Logone-et-Chari	128	20%	29	23%	120	94%	2	2%
Mayo-Danay	6	1%	0	0%	3	50%	0	0%
Mayo-Kani	0	0%						
Mayo-Sava	383	58%	72	19%	374	98%	26	7%
Mayo-Tsanaga	127	19%	51	40%	125	98%	11	9%
Total	655		156	24%	625	95%	40	6%

Nombre d'incidents violents par acteur et par département de la région Extrême-Nord en 2025
(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project, ACLED, [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

D'après l'OCDE, la stratégie concentrée des séparatistes anglophones contraste avec l'approche expansionniste des **groupes djihadistes**⁶³ dans la région de l'**Extrême-Nord**⁶⁴. L'OCDE observe que les djihadistes de Boko Haram ont fait preuve d'une forte mobilité au cours des 15 dernières années en étendant leurs opérations d'Ouest en Est dans les pays du bassin du lac Tchad⁶⁵.

Tout au long de l'année, la région de l'Extrême-Nord a continué d'être le théâtre d'incursions répétées des groupes djihadistes de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) qui ont ciblé aussi bien les populations civiles que les forces de sécurité et les groupes d'autodéfense locaux⁶⁶. Les tensions politiques pré- et post-électorales liées à la candidature de Paul Biya à l'élection présidentielle du 12 octobre⁶⁷, à la contestation de l'opposition, puis à la crise post-électorale, n'ont pas modifié la structure de base du conflit djihadiste, qui est resté principalement dicté par des logiques régionales et économiques (rançons, pillages)⁶⁸.

En 2025, l'intensification générale des attaques contre les civils et les forces de sécurité a parfois dépassé les niveaux observés les précédentes années. Ces attaques sont intervenues malgré les opérations de sécurisation régulières menées par les forces de sécurité et les efforts conjoints menés par le Cameroun et la **Force multinationale mixte (FMM)**⁶⁹ dans le cadre de l'opération dénommée « *Lake Sanity II* »⁷⁰.

Cette escalade s'explique en partie par l'intensification des opérations militaires nigérianes, notamment des raids aériens ciblés contre les camps de GANE djihadistes dans l'Etat voisin de Borno, qui ont contribué à repousser certains de ces GANE en territoire camerounais alimentant ainsi des attaques transfrontalières⁷¹.

Les chiffres d'ACLED révèlent qu'en 2025, le département de Mayo-Sava est celui qui a payé le plus lourd tribut en termes d'incidents violents liés aux GANE djihadistes (383), suivi du Logone et Chari (128) et du Mayo-Tsanaga (127) et, à la marge, les départements de Diamare (11) et de Mayo-Danay (6).

⁶³ Les principaux groupes islamiques dans l'Extrême-Nord sont Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP).

⁶⁴ PNUD, 01/03/2023, [url](#) ; OCDE, 30/05/2025, [url](#)

⁶⁵ OCDE, 30/05/2025, [url](#)

⁶⁶ Xinhua, 19/03/2025, [url](#) ; ICG, "2025", [url](#)

⁶⁷ Paul Biya, 92 ans, a été réélu avec 53,66 % des suffrages pour un huitième mandat consécutif. Ces résultats ont été immédiatement contestés par son principal adversaire, Issa Tchiroma Bakary, et ont déclenché de nombreuses manifestations. ACLED a recensé au moins 48 décès signalés suite à des tirs à balles réelles et des passages à tabac, ainsi que de nombreuses arrestations de manifestants par les forces de l'État. Sources : France 24, 27/10/2025, [url](#) ; ACLED, 07/11/2025, [url](#)

⁶⁸ ICG, "2025", [url](#)

⁶⁹ La Force multinationale mixte (FMM) est une force régionale créée en 1994 et réactivée en 2015 pour combattre les groupes djihadistes (tels que « Boko Haram » et l'ISWAP) autour du bassin du lac Tchad. Elle comprend le Nigeria, le Tchad, le Cameroun et le Niger jusqu'au 29 mars 2025, date à laquelle ce pays a officiellement retiré ses troupes pour les redéployer dans sa partie septentrionale.

⁷⁰ Xinhua, 07/05/2025, [url](#) ; Xinhua, 10/03/2025, [url](#)

⁷¹ Stop BlaBla Cam, 26/01/2026, [url](#)

2.3.1. Le département du Mayo-Sava

Frontalier du Nigéria, le département du Mayo-Sava a subi tout au long de l'année des incursions répétées des GANE djihadistes marquées par une recrudescence d'enlèvements ou d'exécutions de civils, de vols de bétail et d'attaques de postes militaires. **Les arrondissements de Mora et de Kolofata ont été particulièrement touchés.**

L'arrondissement de Mora chef-lieu du département du Mayo-Sava, et les secteurs environnants ont subi de fréquentes incursions de membres de Boko Haram, et ce, malgré le renforcement des patrouilles des forces de sécurité dans cette région⁷². Les attaques des GANE djihadistes ont souvent ciblé des éleveurs et des bergers, ainsi que des déplacés internes⁷³.

Attaques contre les populations civiles

Au mois de mai, en l'espace d'une semaine, l'arrondissement de **Mora** a été ciblé à six reprises par des groupes armés liés à Boko Haram opérant dans le bassin du lac Tchad⁷⁴. Parmi les faits notables : un mort et plusieurs blessés au marché de Godigong (12 mai)⁷⁵ ; trois bergers enlevés et plusieurs biens pillés ainsi que du bétail volé sur l'axe Mora-Waza (13 mai)⁷⁶ .

Le centre-ville de **Mora**, chef-lieu du département du Mayo-Sava, a subi des tirs de Boko Haram qui ont fait un mort et deux blessés (30 juillet)⁷⁷. En août, cinq jeunes, parmi lesquels des enfants, ont été enlevés près de Mora (26 août)⁷⁸.

Attaques contre les forces de sécurité

Le 9 janvier, un affrontement armé entre forces de sécurité et des membres présumés de Boko Haram à **Yala Yalta** s'est soldé par la mort de deux membres de Boko Haram et un civil et a fait plusieurs blessés⁷⁹. **Le 9 mars**, une embuscade tendue par le BIR de Limani entre les localités de Guédérou et Walassa, arrondissement de Mora, a coûté la vie à quatre combattants de Boko Haram⁸⁰.

En juin, une attaque du poste de sécurité de Bonderi, arrondissement de **Mora**, a coûté la vie à deux militaires et un civil (20 juin)⁸¹, tandis qu'un affrontement entre Boko Haram et la FFM à Gansé a coûté la vie à deux membres du comité de vigilance et à quatre combattants djihadistes (23-24 juin)⁸².

L'arrondissement de Kolofata frontalier du Nigeria a été victime d'actes de terreur marquants.

Un imam a été exécuté à Kolofata par des djihadistes après avoir versé une rançon incomplète (17 janvier)⁸³.

En février, le village de **Sanda Wajiri, arrondissement de Kolofata**, a subi des attaques successives. Le 8 février, il a été attaqué par des membres de Boko Haram qui ont tué deux habitants et blessé un troisième, avant d'incendier plusieurs habitations, volé du bétail, et autres biens matériels avant de saccager un poste militaire. L'un des assaillants a été tué⁸⁴. Dans la nuit du 10 au 11 février, le village a de nouveau été attaqué par Boko Haram qui a exécuté quatre villageois et incendié une partie du village et des récoltes⁸⁵.

Le village de **Bakarissé**, arrondissement de Kolofata a également été la cible d'attaques répétées visant le bétail et les habitations villageoises. Dans la nuit du 14 au 15 décembre, des membres de Boko

⁷² Xinhua, 09/01/2025, [url](#)

⁷³ Xinhua, 25/09/2025, [url](#)

⁷⁴ Xinhua, 16/05/2025, [url](#)

⁷⁵ Xinhua, 13/05/2025, [url](#)

⁷⁶ Xinhua, 14/05/2025, [url](#)

⁷⁷ Xinhua, 30/07/2025, [url](#)

⁷⁸ Xinhua, 28/08/2025, [url](#) ; Xinhua, 28/08/2025, [url](#)

⁷⁹ Xinhua, 09/01/2025, [url](#)

⁸⁰ Xinhua, 10/03/2025, [url](#)

⁸¹ Xinhua, 21/06/2025, [url](#)

⁸² Xinhua, 25/06/2025, [url](#)

⁸³ ICG, "2025: January", [url](#)

⁸⁴ Xinhua, 08/02/2025, [url](#)

⁸⁵ Xinhua, 11/02/2025, [url](#)

Haram ont attaqué le village, mis le feu à plusieurs habitations, et causé la mort d'un villageois. Lors d'un précédent raid dans ce village, ils avaient volé plusieurs dizaines de têtes de bétail⁸⁶.

En mai, deux personnes déplacées originaires du village de Zizé situé dans l'arrondissement voisin de Kolofata ont été froidement abattues à Kourgui (16 mai)⁸⁷ et une attaque perpétrée par Boko Haram contre un camp militaire situé à Kerawa, à la frontière nigériane, a coûté la vie à un soldat et blessé trois autres (20 mai)⁸⁸.

2.3.2. Le département du Logone-et-Chari

Situé à la pointe Nord du pays et bordant le lac Tchad, le département du Logone-et-Chari a été le théâtre d'affrontements de haute intensité entre les GANE djihadistes et des soldats, avec des attaques spectaculaires à l'arme lourde et usage de drones contre des bases militaires, ainsi que des embuscades répétées sur les axes routiers (RN1) accompagnés d'enlèvements de passagers. **Les arrondissements de Hilé-Alifa, Fotokol, Makary (ou Makari), et de Waza ont été particulièrement affectés.**

Dans l'**arrondissement de Hilé-Alifa**, une vingtaine de villages ont été désertés du fait des incursions des djihadistes⁸⁹. La multiplication des incidents sécuritaires impliquant des GANE dans la localité de Ngouma, arrondissement de Makary (ou Makari), proche des frontières nigériane et tchadienne a poussé près de 500 habitants à s'enfuir pour chercher refuge vers le site de Blangoua-Bâche dans l'arrondissement de Blangoua⁹⁰.

Les attaques de bases militaires

Les bases de Ngouma (en janvier et décembre), Wulgo (en mars) et Sagmé (en juin) ont été lourdement ciblées. L'attaque de Wulgo en mars a été particulièrement meurtrière et inédite du fait de l'usage de drones kamikazes.

Dans la nuit du 12 au 13 janvier 2025, un camp militaire accueillant la FMM et le 41^{ème} Bataillon d'infanterie motorisée (BIM) dans la localité de **Ngouma, commune de Blangoua, arrondissement de Makary (ou Makari)** situé à proximité de la frontière avec le Nigeria et celle du Tchad, a été attaqué par des membres présumés de Boko Haram⁹¹ ou de de l'ISWAP⁹² selon les sources, causant la mort de trois militaires et blessant quatre autres. L'armée a réussi à tuer six assaillants⁹³.

Dans la nuit du 23 au 24 décembre, un grand nombre de combattants de Boko Haram arrivés en motocyclettes ont à nouveau assailli **Ngouma**. Après avoir abattu un militaire de la FMM et quatre habitants, enlevé deux agents sanitaires du dispensaire local, ils ont pillé plusieurs biens avant de se replier. Plusieurs djihadistes ont été tués lors de l'intervention des forces de sécurité. Un autre militaire posté à Ngouma avait déjà été tué quelques jours auparavant⁹⁴.

L'un des évènements les plus marquants a été l'attaque de la base de Wulgo **dans la nuit du 24 au 25 mars**, lorsque des combattants de Boko Haram à bord de véhicules tactiques légers et lourdement armés ont attaqué la base militaire de la FMM à **Wulgo**⁹⁵, dans le nord du Nigeria, près de la frontière avec la ville de **Fotokol** (Logone-et-Chari)⁹⁶. Des sources locales et militaires ont souligné le caractère inédit du mode opératoire très sophistiqué de cette attaque, avec l'usage d'un arsenal de guerre sophistiqué (drones kamikazes) ainsi que la présence de mercenaires européens⁹⁷.

⁸⁶ Xinhua, 16/12/2025, [url](#)

⁸⁷ Xinhua, 16/05/2025, [url](#)

⁸⁸ Xinhua, 21/05/2025, [url](#)

⁸⁹ Xinhua, 22/07/2025, [url](#)

⁹⁰ Cameroun Média, 01/01/2026, [url](#)

⁹¹ Xinhua, 13/01/2025, [url](#)

⁹² ICG, "2025: January", [url](#)

⁹³ Xinhua, 13/01/2025, [url](#) ; Journal du Cameroun, 13/01/2025, [url](#) ; ICG, "2025: January", [url](#)

⁹⁴ Xinhua, 24/12/2025, [url](#)

⁹⁵ La base militaire de Wulgo est un camp de base de la Force Multinationale Mixte (FMM) et poste avancé des forces camerounaises dans l'Etat de Borno au Nord-est du Nigeria, à la frontière avec le département camerounais du Logone-et-Chari. Sources : Jeune Afrique, 27/03/2025, [url](#) ; Stop Bla Bla Cam, 27/03/2025, [url](#)

⁹⁶ Stop Bla Bla Cam, 27/03/2025, [url](#)

⁹⁷ Africa Cœur News, 27/03/2025, [url](#) ; Stop Bla Bla Cam, 27/03/2025, [url](#)

Le bilan officiel, qui fait état de 11 à 12 soldats tués (selon les sources) et d'une vingtaine d'autres blessés, serait, d'après les médias locaux, l'un des plus meurtriers subis par l'armée camerounaise depuis que Boko Haram a commencé à opérer dans la région en 2014⁹⁸. Les combattants djihadistes ont aussi réussi à incendier une partie du camp ainsi que des véhicules militaires avant de fuir en emportant diverses armes avec eux⁹⁹.

Dans la **nuît du 6 mai**, des membres de Boko Haram ont ciblé des militaires, tuant trois d'entre eux, et blessant six autres dans la localité de **Hilé-Alifa**¹⁰⁰, tandis que **le 9 juin**, ils ont fait usage de drones pour attaquer des postes militaires avancés à **Sagmé, arrondissement de Fotokol**, non loin du lac Tchad et de la frontière avec le Nigéria, tuant quatre à cinq soldats selon les sources¹⁰¹.

Enlèvements et insécurité sur les axes routiers

L'axe Dabanga-Kousseri de la route nationale N°1 (RN1), particulièrement la portion Dabanga-Gassama, est identifié par les autorités camerounaises comme étant l'un des secteurs les plus dangereux car exposé aux incursions des groupes armés opérant dans cette zone frontalière. Des bus de passagers et des taxis collectifs y ont été régulièrement tués ou interceptés pour des enlèvements de masse¹⁰².

Le 13 août, onze jeunes passagers d'un bus assurant la liaison **Kousseri-Maroua** (RN1) ont été enlevés par des membres présumés de Boko Haram entre les communes de Zigague et Salé. Ils ont été retrouvés le 21 août, à une vingtaine de kilomètres dans les terres au Nigéria, sains et saufs, hormis un jeune abattu par ses ravisseurs, grâce à une opération conjointe menée par les forces de sécurité camerounaises et la FFM. Les forces conjointes de sécurité ont arrêté une cinquantaine de suspects. Des rançons avaient été demandées à leurs parents en échange de leur libération¹⁰³.

Le 30 octobre, des membres de Boko Haram ont tué deux soldats camerounais appartenant à la FMM sur l'axe **Dabanga-Kousseri**¹⁰⁴. Le 14 novembre, les passagers d'un véhicule assurant la liaison entre Dabanga et Kousseri ont été enlevés et leur chauffeur tué par des membres présumés de Boko Haram sur l'axe **Dabanga-Gassama**¹⁰⁵.

Le 20 novembre, une opération de ratissage des forces de sécurité à **Mada, arrondissement de Makari** a permis de libérer huit otages, parmi lesquels figuraient les six otages enlevés dans le véhicule qui assurait la liaison entre **Dabanga et Kousseri**. « Selon l'un des ex-otages, une rançon de 4,7 millions de francs CFA (environ 7 097 Euros¹⁰⁶) a été versée par les familles pour obtenir leur libération ». Au cours de leur fuite, les ravisseurs ont tué un pêcheur et grièvement blessé un autre¹⁰⁷.

Le 6 décembre, des membres présumés de Boko Haram ont intercepté un taxi collectif qui assurait la liaison entre **Maroua à Kousseri** aux alentours de **Waza, arrondissement de Waza**, et ont enlevé les cinq passagers et leur chauffeur pour les conduire vers une destination inconnue¹⁰⁸.

Usage d'engins explosifs improvisés (EEI)

Des explosions dues aux placements d'engins explosifs Improvisés (EEI) ont causé des pertes civiles importantes **dans l'arrondissement de Hilé-Alifa**, à Abassouni et entre Naga et Karéna, affectant des réfugiés et des villageois revenant des champs.

Dans l'arrondissement de **Hilé-Alifa**, le 21 juillet, l'explosion d'un EEI placé par Boko Haram sur une route près d'un poste de contrôle de la gendarmerie du village Abassouni, a causé la mort de deux

⁹⁸ Xinhua, 25/03/2025, [url](#) ; Jeune Afrique, 27/03/2025, [url](#)

⁹⁹ Journal du Cameroun, 26/03/2025, [url](#) ; Stop Bla Bla Cam, 27/03/2025, [url](#)

¹⁰⁰ Xinhua, 07/05/2025, [url](#)

¹⁰¹ Xinhua, 10/06/2025, [url](#) ; ICG, "2025 : January", [url](#)

¹⁰² Xinhua, 15/11/2025, [url](#)

¹⁰³ Xinhua, 22/08/2025, [url](#) ; Journal du Cameroun, 22/08/2025, [url](#) ; Xinhua, 14/08/2025, [url](#)

¹⁰⁴ Xinhua, 31/10/2025, [url](#)

¹⁰⁵ Xinhua, 15/11/2025, [url](#)

¹⁰⁶ Boursorama, 27/02/2026, [url](#)

¹⁰⁷ Xinhua, 21/11/2025, [url](#)

¹⁰⁸ Xinhua, 08/12/2025, [url](#)

réfugiés originaires d'un village voisin¹⁰⁹. Le 19 octobre, un EEI posé par des membres présumés de Boko Haram a tué quatre villageois qui rentraient des champs entre les localités de Naga et Karéna¹¹⁰.

Attaques contre des civils

Plusieurs attaques contre des civils perpétrées par des membres de Boko Haram ont été recensées dans les arrondissements de Waza, celui de Fotokol (à Sagmé) et celui de Goulfey.

Ainsi, dans la nuit du 17 au 18 mars, des GANE ont tué deux membres des comités de vigilance (Covis) lors d'une attaque contre le village de Tagawa, arrondissement de **Waza, frontalière du Nigéria**¹¹¹. **Le 23 juin**, d'autres GANE affiliés à Boko Haram ont mis le feu à des bâtiments publics, dont le centre de santé et la brigade de gendarmerie du village de **Sagmé**, arrondissement de Fotokol¹¹².

Du 21 au 25 septembre, des membres de Boko Haram ont perpétré plusieurs attaques notamment dans **l'arrondissement de Goulfey**, où le chef du village d'Algoumri Nadji a été assassiné pour avoir signalé une cache d'armes présumée de Boko Haram¹¹³. **Le 28 novembre**, des GANE affiliés à Boko Haram ont visé trois adolescents originaires de **Waza** qui ramassaient du bois de chauffage, tuant l'un d'entre eux. Trois femmes de la même localité ont été enlevées et conduites vers la frontière nigériane¹¹⁴.

2.3.3. Le département du Mayo-Tsanaga

Dans le département du Mayo-Tsanaga, **les arrondissements de Mayo-Moskota, de Koza, et de Mokolo**, ont subi des attaques répétées de membres des GANE affiliés à Boko Haram particulièrement contre des villageois et contre les forces spéciales du BIR.

Des raids nocturnes contre les villageois

Les GANE djihadistes ont mené des attaques de nuit contre les habitations, pillant les boutiques et incendiant les maisons, comme lors de l'attaque massive du 7 septembre contre plusieurs villages de l'arrondissement de Mayo-Moskota.

Le 24 février, des membres de Boko Haram ont ciblé de nuit les maisons de la localité de **Koza**, arrondissement de Koza, tuant un adolescent¹¹⁵. **Dans la nuit du 26 mai**, de présumés combattants de Boko Haram ont attaqué l'arrondissement de Koza et tué un villageois du quartier Guipéré dans le village de Moskota, arrondissement de Mayo Moskota¹¹⁶. **Dans la nuit du 30 mai**, Boko Haram a de nouveau attaqué **Moskota**, tuant un villageois, et blessant plusieurs d'entre eux. Les combattants ont pillé plusieurs vivres dont des aliments et du bétail¹¹⁷.

Dans la nuit du 7 septembre, une série d'attaques de Boko Haram contre les villages d'Ouzal, de Mandoussa et de Modoko, dans **l'arrondissement de Mayo-Moskota**, a coûté la vie à quatre personnes et grièvement blessé plus d'une dizaine d'autres. Les djihadistes qui visaient un camp militaire et un lieu de culte, ont dégradé plusieurs biens (habitations, véhicules, plantations) et pillé boutiques et maisons avant de s'enfuir avec plusieurs otages (dont des enfants), du bétail et des motos¹¹⁸.

Le ciblage des forces spéciales

¹⁰⁹ Xinhua, 22/07/2025, [url](#)

¹¹⁰ Xinhua, 20/10/2025, [url](#)

¹¹¹ Xinhua, 19/03/2025, [url](#)

¹¹² Xinhua, 25/06/2025, [url](#)

¹¹³ Xinhua, 25/09/2025, [url](#)

¹¹⁴ Xinhua, 29/11/2025, [url](#)

¹¹⁵ Xinhua, 25/02/2025, [url](#)

¹¹⁶ Xinhua, 27/05/2025, [url](#)

¹¹⁷ Xinhua, 27/05/2025, [url](#)

¹¹⁸ Xinhua, 07/09/2025, [url](#) ; Journal du Cameroun, 08/09/2025, [url](#)

Le Bataillon d'intervention rapide (BIR), très actif dans le département du Mayo-Tsanaga, a éliminé plusieurs combattants des GANE affiliés à Boko Haram mais a également subi des pertes, notamment lors d'embuscades à Vreket, arrondissement de Mayo-Moskota.

Dans la nuit du 16 au 17 janvier, l'attaque d'un poste appartenant à un BIR à **Moskota, arrondissement de Mayo Moskota**, s'est soldée par la mort de six membres de Boko Haram¹¹⁹.

Dans la nuit du 28 au 29 octobre, une embuscade tendue par des membres de Boko Haram dans la localité de **Vreket, arrondissement de Mayo-Moskota**, a coûté la vie à un membre du camp du BIR de Mayo-Moskota près de la frontière avec le Nigeria¹²⁰.

3. Types d'incidents violents

Observations d'ACLED¹²¹

Nombre d'incidents par région et par typologie d'incidents		Battles	Explosions / Remote violence			Violence against civilians			Total
			Air / drone strike	Grenade	Remote explosive / landmine / IED	Sexual violence	Attack	Abduction / forced disappearance	
Cameroun anglophone	Nord-Ouest	338	0	0	26	26	474	708	1572
	Sud-Ouest	342	0	0	16	8	180	312	858
Cameroun francophone	Adamaoua	0	0	0	0	0	4	5	9
	Centre	0	0	0	0	0	0	1	1
	Est								
	Extrême-Nord	169	1	1	10	0	196	278	655
	Littoral	0	0	0	0	0	4	2	6
	Nord	1	0	0	0	0	3	11	15
	Ouest	1	0	0	0	0	0	0	1
CAMEROUN	Total	851	1	1	80	34	861	1317	3117

Type d'incidents violents au Cameroun par région en 2025
(Source : Armed Conflict Location & Event Data Project, ACLED, [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2025, sur les 3 117 événements violents compilés par ACLED, 1 317 ont consisté en des enlèvements ou disparitions forcées ; 861 en des attaques, 851 en affrontements armés ; 80 en des explosions d'EEI, et 34 en des violences sexuelles.

Au cours de l'année 2025, les **violences contre les civils** ont connu une recrudescence très marquée dans les zones de conflit, tout particulièrement les enlèvements de personnes, souvent en échange de rançons, mais également de violentes attaques.

La majorité des enlèvements (kidnappings) se sont produits dans le Nord-Ouest (708), contre 312 dans le Sud-Ouest, et 278 dans l'Extrême-Nord.

De nombreuses attaques contre des civils (attacks) ont été rapportées, majoritairement dans la région du Nord-Ouest avec 474 cas recensés et 26 cas de violences sexuelles ; ainsi que 196 cas dans l'Extrême-Nord ; et enfin 180 cas dans le Sud-Ouest avec 8 cas de violences sexuelles rapportés.

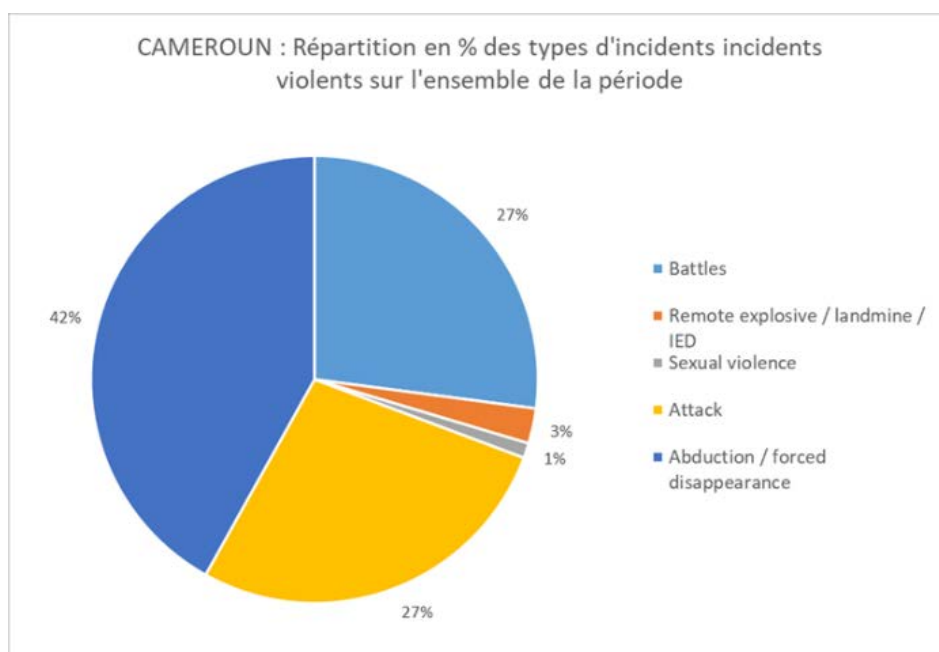
Les affrontements violents (battles) se sont produits principalement dans le Cameroun anglophone, dont 342 cas dans la région du Sud-Ouest et 338 dans celle du Nord-Ouest ; tandis que la région de l'Extrême-Nord a été le théâtre de 169 affrontements violents.

Le graphique ci-après permet de visualiser la proportion respective des types d'incidents violents, notamment la part grandissante des enlèvements.

¹¹⁹ Xinhua, 17/01/2025, [url](#)

¹²⁰ Xinhua, 29/10/2025, [url](#)

¹²¹ NB : Concernant le Cameroun, ACLED a recensé trois grands types d'incidents violents : des affrontements violents ou armés (en anglais « Battles ») ; des événements au cours desquels une explosion, une bombe, ou un autre engin explosif a été utilisé pour engager un conflit (en anglais « Explosions / Remote violence ») ; et des attaques violentes contre des civils non armés (en anglais : « Violence against civilians »).



Répartition en % des types d'incidents violents au Cameroun en 2025
(Source : Armed Conflict Location & Event Data Project, ACLED, [url](#), Infographie : DIDR, Ofpra)

Un article du média d'investigation *Data Cameroon*¹²² rappelle que l'essor des enlèvements de civils par les GANE liés à Boko Haram dans le bassin du lac Tchad (région de l'Extrême Nord) s'explique par leur forte rentabilité, les rançons cumulées à travers le temps leur ayant déjà rapporté des millions de dollars.

La même source indique que Boko Haram s'est appuyé par endroits sur des complicités locales, particulièrement dans le Logone et Chari (Kousséri, Blangoua, Hile Alifa, Darak), où il a amplifié les pratiques préexistantes de banditisme transfrontalier qu'il a intégrées à une organisation logistique structurée autour de recruteurs, convoyeurs et intermédiaires, avec des routes de circulation transnationales facilitées par la géographie fluviale (fleuves du Logone et Chari et de la Bénoué)¹²³. Au plan géographique, l'Extrême Nord Cameroun « est une zone poreuse, une passerelle, composée de plusieurs zones de retrait et d'organisation [...] Le Lac Tchad lui-même est devenu une sorte de zone grise, c'est-à-dire qui échappe au contrôle étatique à cause de la forme [infra-étatique] de la menace¹²⁴ ».

Les victimes (hommes, femmes et enfants) subissent des traitements particulièrement violents : détention dans des conditions inhumaines, travail forcé, mariages contraints ou enrôlement forcé. Les femmes sont souvent réduites à des fonctions domestiques ou sexuelles, les hommes intégrés de force aux combattants, et les enfants utilisés comme exécutants d'attaques, y compris suicides. Ces pratiques alimentent un climat de terreur permanente chez la population, contrainte à fuir et à abandonner de nombreuses localités successives pour se retrouver dans un grand dénuement¹²⁵.

S'agissant des attaques dues à une explosion, la gendarmerie camerounaise a annoncé officiellement qu'en 2025, près de 100 personnes, parmi lesquelles des civils et des membres des forces de défense et de sécurité, ont été tuées par des EEI. Cela représente un bond spectaculaire de 421 % par rapport à 2024 où 19 victimes avaient été recensées. Selon des analystes, cela « traduit une montée en sophistication des groupes armés et une capacité accrue à perturber les opérations militaires, les axes de circulation et la vie économique locale » tout en entretenant un sentiment d'insécurité généralisée durable auprès des populations ciblées par les GANE¹²⁶.

¹²² Data Cameroon, 17/02/2026, [url](#)

¹²³ Data Cameroon, 17/02/2026, [url](#)

¹²⁴ Data Cameroon, 17/02/2026, [url](#)

¹²⁵ Data Cameroon, 17/02/2026, [url](#)

¹²⁶ Data Cameroon, 17/02/2026, [url](#)

4. Nombre de morts liés aux incidents sécuritaires

Nota Bene : Concernant le comptage du nombre de morts (« *fatalities* »), **ACLED appelle à la plus grande prudence lors de l'utilisation du nombre de morts pour analyser un conflit ou mettre en évidence des tendances**, car « l'information portant sur le nombre de morts est la plus biaisée et la moins fiable »¹²⁷ puisque « les données liées au nombre de morts sont particulièrement susceptibles d'être manipulées par des groupes armés, et occasionnellement par les médias, pour des raisons variées »¹²⁸.

Nombre de morts par région		jan 25	fév 25	mar 25	avr 25	mai 25	juin 25	juill 25	août 25	sept 25	oct 25	nov 25	déc 25	Total	Total en %
Cameroun anglophone	Nord-Ouest	57	45	16	61	43	53	37	44	36	20	68	60	540	32%
	Sud-Ouest	131	16	16	46	59	51	47	64	59	93	56	39	677	41%
Cameroun francophone	Adamaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	3	0,2%
	Centre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	Est													0	0,0%
	Extrême-Nord	30	32	37	31	27	72	38	30	29	27	41	38	432	26%
	Littoral	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	1	4	0,2%
	Nord	0	0	2	0	1	0	0	0	0	2	0	0	5	0,3%
Ouest	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0,1%	
CAMEROUN		218	93	73	138	130	176	122	138	124	145	166	140	1663	

Nombre de morts recensés liés aux incidents violents par mois et par région
(Source : Armed Conflict Location & Event Data Project, ACLED, [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

Les données d'ACLED révèlent **qu'en 2025**, les conflits armés en cours dans les régions anglophones du **Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO)** et celle de l'Extrême Nord ont fait au **total 1 663 morts, un chiffre en baisse de 443 morts par rapport à l'année 2023** (dernière période analysée par la DIDR qui avait connu un total de 2 105 morts)¹²⁹, soit environ **21 % de décès en moins**.

La période pré-électorale a correspondu à une recrudescence des incidents violents, particulièrement dans les régions du NOSO, expliquant en partie certains pics de mortalité survenus à compter du mois d'août. Le plus lourd tribut en termes d'incidents violents mortels a concerné la région du **Sud-Ouest (41 %)** ; suivie par celle du **Nord-Ouest (32 %)** ; et celle de l'**Extrême-Nord (26 %)**.

A titre de comparaison, en **2023, la plus forte mortalité** liée à des incidents violents **avait affecté en premier lieu la région du Nord-Ouest** avec 766 morts (36,4 %) ; suivie de celle du **Sud-Ouest** avec 705 morts (33,5 %) ; et celle de l'Extrême-Nord, avec 567 morts, (26,5 %)¹³⁰.

De fait, de 2023 à 2025, l'évolution du nombre de décès liés à des incidents violents au Cameroun a diminué de 21 % sur l'ensemble du territoire, avec un changement dans le poids relatif des régions, la région du Sud-Ouest ayant vu sa part dans la mortalité totale augmenter (passant de 33,5 % à 41 %).

5. Les principaux acteurs

5.1. Les séparatistes armés dans les régions anglophones (NOSO)

Au début de la crise anglophone (2016-2017), les groupes séparatistes anglophones se sont structurés autour de deux principales entités politiques rivales dirigées par des leaders exilés aux Etats-Unis ou en Europe. Chacune de ces entités séparatistes s'est dotée d'un bras armé sur le terrain¹³¹.

¹²⁷ ACLED, 01/2023, [url](#)

¹²⁸ ACLED, 01/2023, [url](#)

¹²⁹ Voir : DIDR, 14/06/2024, p.16, [url](#)

¹³⁰ Voir : DIDR, 14/06/2024, p.16, [url](#)

¹³¹ CEDOCA, 11/06/2025, p. 14 -17, [url](#) ; ACLED & GI-TOC, 09/2024, p.17 -18, [url](#) ; DIDR, 14/06/2024, p. 17-19, [url](#)

Les deux grandes entités séparatistes anglophones sont les suivantes¹³² :

1. **Le Gouvernement intérimaire de la République fédérale « d'Ambazonie »**, ou **IG** (*Interim Government of the Federal Republic of Ambazonia* ou *Intérim Government of Ambazonia*, IG) **et son bras armé, Le Conseil d'autodéfense de « l'Ambazonie »** ou **ASDC** (*Ambazonia Self-Defence Council*, ASDC), **qui regroupe plusieurs groupes armés locaux aussi désignés comme « Forces de restauration »** (*Restoration Forces*).

IG se dénommait auparavant **Le Front uni du Consortium Ambazonien du Sud-Cameroun ou SCACUF** (*Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front*, SCACUF) et était dirigé par **Sisiku Julius Ayuk Tabe**, leader autoproclamé de la République « d'Ambazonie », jusqu'à son arrestation au Nigéria en janvier 2018, suivie de son extradition et de sa détention par les autorités camerounaises. **IG s'est fracturé depuis** autour de plusieurs leaders successifs : IG Sisiku ; IG Sako (Samuel Ikome Sako) ; IG Marianta ; et IG Chris Anu¹³³.

2. **Le Conseil de gouvernance de « l'Ambazonie »** ou **AGC** (*Ambazonia Governing Council*, AGC ou AGovC) **dirigé par Ayaba Cho Lucas, et son aile armée, Les Forces de défense de « l'Ambazonie »** ou **ADF** (*Ambazonia Defence Forces*, ADF).

Les groupes séparatistes anglophones se sont depuis multipliés, divisés, et, pour nombre d'entre eux, autonomisés vis-à-vis de leur financement par la diaspora en se livrant à diverses activités criminelles (enlèvements, extorsions, contrebande, etc.)¹³⁴.

Dans son rapport de mission sur la situation des droits de l'homme dans les régions du NOSO du Cameroun publié début 2025, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH/OHCHR) a conclu que les groupes séparatistes anglophones ont été dernièrement « affaiblis par la perte de leurs principaux chefs, à la suite d'assassinats et d'arrestations, y compris au sein de la diaspora, et par la perturbation de leurs financements. Les groupes armés non étatiques [GANE] semblent **plus fragmentés** et recourent de plus en plus à la **violence criminelle et à la taxation illégale**. Néanmoins, ils **semblent toujours contrôler une partie du territoire** dans les régions du [NOSO] et continuent de **mener des attaques**, notamment en utilisant de plus en plus d'engins explosifs improvisés [EEI] et d'armes plus sophistiquées en milieu urbain »¹³⁵.

Parmi les principaux GANE séparatistes anglophones figurent notamment les suivants :

Les Forces de Restauration (*Restoration Forces*)

Comme vu plus haut, **Les Forces de Restauration (*Restoration Forces*) sont affiliées à l'Ambazonia Self-Defence Council, ASDC**, et coordonnées par le **Gouvernement intérimaire de « l'Ambazonie » (IG)**. Actives après 2017, elles **opèrent principalement dans la région du Sud-Ouest**, notamment dans les départements de Manyu et Meme. **Ce groupe est présenté comme la faction séparatiste la plus violente, se distinguant par des attaques à la fois contre les forces de l'État et contre les civils** ainsi que par des enlèvements contre rançon et des pratiques d'extorsion. Leur intensité opérationnelle et leur brutalité contribuent significativement à la détérioration de la situation sécuritaire locale¹³⁶.

¹³² CEDOCA, 11/06/2025, p. 14 -17, [url](#) ; ACLED & GI-TOC, 09/2024, p.17 -18, [url](#) ; DIDR, 14/06/2024, p. 17-19, [url](#)

¹³³ Depuis l'emprisonnement de son leader Ayuk Tabe, IG s'est politiquement affaibli et a connu une première scission en 2019, au cours de laquelle Samuel Ikome Sako, un pasteur séparatiste basé aux États-Unis, a été nommé président de la République fédérale « d'Ambazonie », engendrant la naissance de deux premières branches : IG (Sisiku) et IG (Sako). Mais depuis, le leadership du « Gouvernement intérimaire de la République fédérale « d'Ambazonie » - IG » a sombré dans une crise persistante. Il a continué de se fracturer en plusieurs branches et compte aujourd'hui quatre personnalités revendiquant la présidence de « l'Ambazonie ». Outre la branche restée fidèle à Sisiku Ayuk Tabe (IG Sisiku), trois autres gouvernements intérimaires (IG) dérivés de l'IG Sisiku ont successivement été créés après que l'IG précédent a refusé de quitter le pouvoir : IG Sako (Samuel Sako) ; IG Marianta (Iya Marianta Njomia) ; et IG Chris Anu. Voir : DIDR, 14/06/2024, p. 17-19, [url](#)

¹³⁴ CEDOCA, 11/06/2025, p. 14 -17, [url](#) ; ACLED & GI-TOC, 09/2024, p.17 -18, [url](#) ; DIDR, 14/06/2024, p. 17-19, [url](#)

¹³⁵ ONU (HCDH), 05/01/2026, [url](#)

¹³⁶ ACLED & GI-TOC, 09/2024, p.13-17, [url](#)

Les Forces de défense de « l'Ambazonie » (*Ambazonia Defense Forces, ADF*)

Pour rappel, les Forces de défense de « l'Ambazonie » ou **ADF**, constituent la **branche armée** du Conseil de gouvernance de « l'Ambazonie » ou **AGC** et sont dirigées par **Ayaba Cho Lucas**. Créées après 2017 dans le contexte d'escalade du conflit anglophone, elles figurent parmi les groupes les plus structurés et les plus actifs sur le terrain. Leur mode opératoire repose sur des tactiques d'insurrection, incluant des embuscades dans les zones forestières et montagneuses ainsi que l'utilisation d'EEI. Les ADF sont **particulièrement actives dans la région du Nord-Ouest**, notamment dans les départements de Momo, Mezam et Bui. Elles se distinguent par une implication importante dans les enlèvements contre rançon et les actes d'extorsion, ce qui en fait **l'un des groupes les plus impliqués dans les atteintes directes aux civils**¹³⁷.

Les Forces de défense du Cameroun méridional (*Southern Cameroons Defence Forces, SCDF*)

Les Forces de défense du Cameroun méridional (*Southern Cameroons Defence Forces, SCDF*) sont dirigées par **Ebenezer Derek Mbongo Akwanga** et ont également émergé après 2017. Elles sont intégrées au **Conseil de libération du Cameroun méridional**, ou **SCLC** (*Southern Cameroons Liberation Council, SCLC*), un **mouvement parapluie** cherchant à unir tous les groupes séparatistes et fédéralistes ce qui leur confère une dimension politico-militaire articulée autour d'une revendication indépendantiste structurée. **Leur action se concentre principalement sur des opérations militaires dirigées contre les forces de l'État**, avec une volonté de contrôle local dans certaines zones. Elles **opèrent essentiellement** dans le département de Meme, **dans la région du Sud-Ouest**, où elles participent à la dynamique de territorialisation du conflit¹³⁸.

Les Guerriers de l'unité de Bui (*Bui Unity Warriors*)

Les Guerriers de l'unité de Bui (*Bui Unity Warriors*), actifs avant janvier 2022, ont connu une scission ayant donné naissance aux « Guerriers de Bui » (*Bui Warriors*). **Leur leadership est incertain** depuis la mort, en avril 2024, de leur général dénommé « *Mad Dog* ». Anciennement affiliés au Gouvernement intérimaire de « l'Ambazonie » **IG** (*Intérim Government of Ambazonia, IG*), ils **opèrent principalement dans le département de Bui, dans la région du Nord-Ouest**. Leur mode d'action inclut des affrontements contre les forces étatiques et contre d'autres groupes séparatistes. Comparativement à certaines autres factions, ils sont décrits comme **moins enclins au ciblage systématique des civils**, bien qu'ils demeurent engagés dans la logique globale de confrontation armée¹³⁹.

Les Guerriers de Bui (*Bui Warriors*)

Les Guerriers de Bui (*Bui Warriors*) sont nés de la scission intervenue en janvier 2022 avec Les Guerriers de l'unité de Bui (*Bui Unity Warriors*). **Dirigés par le général de division « Talk and Do »**, ils sont **affiliés au Gouvernement intérimaire de « l'Ambazonie » IG** (*Intérim Government of Ambazonia, IG*), dirigé par **Samuel Ikome Sako (IG Sako)**. Leur **activité est principalement concentrée dans le département de Bui, dans la région du Nord-Ouest**. Leur mode opératoire se caractérise par des affrontements à la fois contre les forces de l'État et contre d'autres factions séparatistes, notamment dans le cadre de rivalités internes. Cette dynamique illustre la fragmentation croissante du mouvement séparatiste et la compétition pour le leadership et le contrôle territorial¹⁴⁰.

La Ligue des Nations du Biafra (*Biafra Nations League, BNL*)

La Ligue des nations du Biafra (*Biafra Nations League, BNL*) se distingue des autres groupes par sa **dimension transfrontalière**. Bien que son leadership ne soit pas précisé, elle est présentée comme entretenant des liens présumés avec des groupes armés nigériens, notamment les Peuples autochtones du Biafra (*Indigenous People of Biafra, IPOB*). Elle **opère dans la région du Sud-Ouest**, en particulier dans la péninsule de Bakassi, **à la frontière entre le Cameroun et le Nigéria**. Son mode opératoire **inclut des opérations transfrontalières et le recours à la violence politique**. Sa présence

¹³⁷ ACLED & GI-TOC, 09/2024, p.13-17, [url](#)

¹³⁸ ACLED & GI-TOC, 09/2024, p.13-17, [url](#)

¹³⁹ ACLED & GI-TOC, 09/2024, p.13-17, [url](#)

¹⁴⁰ ACLED & GI-TOC, 09/2024, p.13-17, [url](#)

souligne l'existence d'interactions entre dynamiques séparatistes camerounaises et mouvements sécessionnistes nigériens¹⁴¹.

Une diversification des sources de financement des GANE séparatistes anglophones

Pour soutenir leur cause et leurs actions violentes, **les groupes séparatistes anglophones ont recours à diverses sources de financement** que décrit un rapport conjoint d'ACLED et de l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (GI-TOC)¹⁴² publié en septembre 2024. Ces principales sources de financement sont les suivantes :

- **Le soutien de la diaspora** : Les militants anglophones vivant à l'étranger ont été une source majeure de financement, notamment *via* des transferts d'argent par téléphonie mobile, des virements bancaires, des réseaux informels de transfert de fonds d'un lieu à un autre par le biais de courtiers (appelés *hawala*), et même des crypto-monnaies. Cependant, ce soutien a diminué depuis 2019 en raison de la répression des transferts par le gouvernement camerounais et de la perte de confiance dans certains leaders de la diaspora, accusés de mauvaise gestion financière¹⁴³.
- **Les enlèvements contre rançon** : Les séparatistes ont intensifié cette pratique depuis 2018, ciblant des civils, des personnalités influentes, des militaires et des policiers. Les rançons varient selon le profil des victimes, allant de quelques centaines à plusieurs milliers de dollars¹⁴⁴.
- **La taxation et l'extorsion des populations** : Les groupes imposent des taxes aux civils et aux entreprises dans les zones qu'ils contrôlent. Ces taxes sont souvent collectées aux barrages routiers ou sous forme de contributions obligatoires pour des événements locaux. Les civils qui refusent de payer sont souvent victimes de représailles violentes¹⁴⁵.
- **Les activités illicites** : Les séparatistes participent à des économies illégales, notamment la contrebande d'armes, de carburant (appelé *fungue*) et d'autres produits de base. Ces activités sont facilitées par la proximité avec le Nigéria, où ils s'approvisionnent en armes et carburant¹⁴⁶.
- **La fabrication locale d'armes** : Les groupes utilisent des armes artisanales fabriquées localement, ainsi que des armes légères obtenues par contrebande ou vol auprès des forces de sécurité¹⁴⁷.

Au final, ces sources de financement, bien qu'efficaces pour maintenir les opérations de terrain, ont contribué à la fragmentation du mouvement séparatiste et à la perte de soutien financier à la cause séparatiste de la part de la diaspora camerounaise qui y est favorable, ainsi qu'à la perte de confiance des populations locales, en raison de l'impact négatif des modes opératoires sur les civils¹⁴⁸.

Plus généralement, d'après le *think tank* Grey Dynamics, la persistance de l'insurrection séparatiste anglophone tend à aggraver les divisions sociales et la fragmentation ethnique et culturelle au Cameroun, menaçant l'unité politique du pays. L'incapacité des autorités à reprendre le contrôle politico-économique des zones insurgées met à mal la légitimité de l'Etat central, contribuant ainsi à perpétuer une instabilité générale et une crise humanitaire dans l'ensemble de la région¹⁴⁹.

5.2. Les groupes islamistes armés dans la région de l'Extrême-Nord

Les principaux groupes islamistes armés identifiés par ACLED impliqués dans des incidents violents sont les deux factions de Boko Haram : le Groupe sunnite pour la prédication et le djihad (*Jamaatu Ahli*

¹⁴¹ ACLED & GI-TOC, 09/2024, p.13-17, [url](#)

¹⁴² Trad. DIDR de l'anglais : Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC). L'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (GI-TOC) est une organisation indépendante de la société civile de collaboration entre un réseau d'experts. Elle est basée à Genève (Suisse).

¹⁴³ ACLED & GI-TOC, 09/2024, [url](#)

¹⁴⁴ ACLED & GI-TOC, 09/2024, [url](#)

¹⁴⁵ ACLED & GI-TOC, 09/2024, [url](#)

¹⁴⁶ ACLED & GI-TOC, 09/2024, [url](#)

¹⁴⁷ ACLED & GI-TOC, 09/2024, [url](#)

¹⁴⁸ ACLED & GI-TOC, 09/2024, [url](#)

¹⁴⁹ Grey Dynamics, 09/07/2023, [url](#)

is-Sunnah lid-Dawati wal-Jihad, JAS) et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (*Islamic State's West Africa Province*, ISWAP). Il convient de noter que le terme général de « Boko Haram » reste toutefois souvent utilisé par de nombreuses sources même s'il ne rend pas compte des spécificités de chacune des deux factions¹⁵⁰.

Pour rappel, Boko Haram est un groupe extrémiste islamiste sunnite fondé en 2002 à Maiduguri, dans le nord du Nigeria, par le prédicateur Mohamed Yusuf, qui cherche à imposer la charia et un Etat islamique au Cameroun et dans les pays voisins. Boko Haram traite ceux qui n'adhèrent pas à ses croyances comme des apostats et des infidèles¹⁵¹. Dirigé depuis 2010 par **Abubakar Shekau**, le groupe a prêté allégeance en 2015 à l'Etat Islamique (EI) pour devenir **l'État islamique en Afrique de l'Ouest, EIAO (ou Islamic State in West Africa Province, ISWAP)**¹⁵².

En août 2016, la direction centrale de l'État islamique (EI) a nommé Habib Yusuf *alias* **Abou Musab al-Barnawi**¹⁵³, fils du fondateur de Boko Haram, Mohammed Yusuf, comme dirigeant de Boko Haram, ce qui a provoqué la scission du groupe en deux factions :

- Une faction qui a continué à fonctionner en tant qu'**ISWAP**, dirigée par **Abou Musab al-Barnawi** ;
- Une seconde faction qui a repris le nom de Boko Haram : Groupe sunnite pour la prédication et le djihad (**Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati Wal-Jihad, JAS**) dirigée par **Abubakar Shekau**¹⁵⁴. **Le JAS est souvent désigné sous le nom de Boko Haram**¹⁵⁵.

Le 21 mai 2021, Abubakar Shekau (JAS) est tué lors d'une attaque de l'ISWAP dans la forêt de Sambisa, bastion traditionnel de Boko Haram, situé dans le Nord-Est du Nigeria. Il est remplacé par le juge islamique Bakura Sahalaba, tandis que la direction des opérations de l'organisation est confiée à Ibrahim Bakura Doro. En mars 2022, ce dernier fait exécuter Sahalaba et le remplace en tant qu'iman sous le pseudonyme d'Abou Abou Umaymah¹⁵⁶.

L'ONG *International Crisis Group* (ICG) souligne que « le conflit entre le JAS et l'ISWAP est lié à un désaccord fondamental sur le traitement des civils. Alors que le JAS considère tous les civils comme des proies légitimes à piller, l'ISWAP traite de manière différenciée musulmans et non musulmans. ISWAP a cherché à améliorer ses relations avec la population civile musulmane en instaurant sa propre conception de l'ordre public et en prélevant des taxes pour se financer plutôt que de les voler, comme le fait le JAS¹⁵⁷ ».

L'ONG explique que l'ISWAP a tenté d'imposer un modèle plus bureaucratique et centralisé, limitant les violences contre les musulmans non combattants et privilégiant la taxation à la spoliation. Ce modèle, inspiré de l'État islamique, repose sur une organisation hiérarchisée, un contrôle accru des combattants et une centralisation des ressources. Toutefois, cette discipline a suscité des frustrations internes, favorisé des défections et affaibli la cohésion du groupe¹⁵⁸.

JAS fonctionne différemment. Pour financer ses activités, le groupe armé djihadiste a recours à une économie criminelle diversifiée : trafics d'armes, traite des êtres humains, extorsion et racket des populations, vols de bétail et de biens, pillages de villages isolés, braquages d'institutions et enlèvements contre rançon. Son mode opératoire repose sur la terreur, avec des attaques surprises et indiscriminées contre les civils, des destructions de biens et des exécutions arbitraires. Il vise également les forces de sécurité et les représentants de l'État lors de raids meurtriers, notamment contre des postes militaires et frontaliers¹⁵⁹.

¹⁵⁰ DIDR, 03/09/2020, [url](#) ; DIDR, 20/06/2024, [url](#)

¹⁵¹ Australian National Security, 22/09/2024, [url](#)

¹⁵² Australian National Security, 22/09/2024, [url](#)

¹⁵³ Abou Musab al -Barnawi (ou Abou Mosab al-Barnaoui).

¹⁵⁴ Australian National Security, 22/09/2024, [url](#)

¹⁵⁵ Canada, CISR, 07/11/2024, [url](#) ; ICG, 28/03/2024, [url](#)

¹⁵⁶ Australian National Security, 22/09/2024, [url](#)

¹⁵⁷ ICG, 28/03/2024, [url](#)

¹⁵⁸ ICG, 28/03/2024, [url](#)

¹⁵⁹ AI, 24/04/2024, [url](#) ; ICG, 16/05/2019, [url](#) ; HRW, 05/04/2021, [url](#) ; ICG, 28/03/2024, [url](#)

Très actif dans le bassin du lac Tchad, JAS multiplie depuis 2014 ses incursions meurtrières au Cameroun, principalement dans la région de l'Extrême-Nord. Les localités frontalières et les communautés de pêcheurs autour du lac Tchad figurent parmi ses cibles privilégiées¹⁶⁰.

ICG souligne que depuis 2022, les affrontements entre JAS et ISWAP ont causé davantage de pertes parmi les jihadistes que les opérations militaires des États riverains du lac Tchad (Nigeria, Niger, Tchad, Cameroun). Bien qu'ISWAP ait conservé des capacités significatives au Nigéria (zones du Borno et du Yobe), depuis 2021, il a subi des pertes territoriales, des désertions, et une baisse de ses opérations hors du nord-est nigérian. De son côté, JAS a consolidé ses positions sur les îles du lac Tchad et dans les monts Mandara,¹⁶¹ d'où il intensifie ses exactions à l'encontre des civils. Ces derniers demeurent les principales victimes, exposés aux violences, aux déplacements forcés et à l'insécurité alimentaire¹⁶².

L'Institut d'études de sécurité (ISS)¹⁶³ fait observer que les forces de sécurité des pays du bassin du lac Tchad ont enregistré plusieurs victoires, particulièrement au mois d'août 2025, où plusieurs dirigeants de Boko Haram et de l'ISWAP ont pu être neutralisés. Ainsi, Muslim Yusuf, l'un des fils du fondateur de Boko Haram, Mohammed Yusuf, a été arrêté par la police tchadienne à Ndjamena. Il s'agit du frère cadet de Habib Yusuf *alias* Abou Musab al-Barnawi, dirigeant de la faction ISWAP de Boko Haram¹⁶⁴. L'institut ISS souligne aussi que : « L'armée nigériane a annoncé la neutralisation de Bakura Doro¹⁶⁵, chef de l'autre faction de Boko Haram, le JAS. Toujours en août, les services de sécurité nigériens ont arrêté Mahmud Mohammed Usman et Mahmud al-Nigeri, les deux dirigeants d'*Ansaru*, un groupe dissident du JAS. En parallèle, des dizaines de combattants de Boko Haram ont été tués lors d'opérations militaires menées dans toute la région¹⁶⁶ ».

Depuis la disparition d'Abubakar Shekau en 2021, les autorités nigérianes et camerounaises ont observé que le nombre de militants de Boko Haram se rendant aux forces de sécurité étaient en augmentation¹⁶⁷. Pour l'ISS, si l'élimination ciblée de dirigeants djihadistes en 2025 constitue une avancée susceptible d'affaiblir temporairement les groupes en les désorganisant et en favorisant des démobilisations, cela ne suffira pas à désintégrer durablement ces organisations djihadistes qui ont déjà fait preuve de résilience par le passé¹⁶⁸.

5.3. Les milices armées communautaires

L'appellation « milices armées » englobe des dizaines de groupuscules communautaires d'autodéfense¹⁶⁹, dont la plupart se trouvent dans la région de l'Extrême-Nord et celle du Nord-Ouest. Ces milices armées sont à l'origine d'attaques contre des civils ou les forces de l'ordre et de sécurité dans un contexte de conflits intercommunautaires sporadiques entre agriculteurs, éleveurs ou pêcheurs autour de différends fonciers ou d'accès aux ressources naturelles vitales.

Le réchauffement climatique, qui fait alterner des périodes d'intenses sécheresses à de fortes inondations, affecte la quantité de ressources naturelles disponibles pour les besoins vitaux de ces populations, créant des tensions récurrentes pour leur sécurisation¹⁷⁰.

Dans une étude sur les groupes d'autodéfense dans la région du bassin du Lac Tchad publiée en 2023 le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) fait observer que « L'émergence et la

¹⁶⁰ ICG, 16/05/2019, [url](#) ; HRW, 05/04/2021, [url](#) ; UNHCR, 30/04/2024, [url](#) ; ICG, 28/03/2024, [url](#)

¹⁶¹ Les monts Mandara sont un massif montagneux volcanique situé à la frontière entre le Cameroun et le Nigeria.

¹⁶² ICG, 28/03/2024, [url](#)

¹⁶³ ISS, 20/10/2025, [url](#)

¹⁶⁴ ISS, 20/10/2025, [url](#)

¹⁶⁵ Le Niger a affirmé avoir tué le chef de Boko Haram, Bakura Doro, lors d'une frappe de drone le 22 août 2025, ce que le groupe djihadiste a démenti. Source: Jamestown Foundation, 20/09/2025, [url](#)

¹⁶⁶ ISS, 20/10/2025, [url](#)

¹⁶⁷ Australian National Security, 22/09/2024, [url](#)

¹⁶⁸ ISS, 20/10/2025, [url](#)

¹⁶⁹ Une étude sur les groupes d'autodéfense dans la région du bassin du Lac Tchad publiée en 2023 par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) définit les groupes d'autodéfense comme faisant partie des milices armées non étatiques : « [Les groupes d'autodéfense] sont généralement considérés comme des groupes que rejoignent les citoyens concernés pour leur propre protection dans des conditions de troubles locaux [...]. (Ils) se caractérisent par trois éléments fondamentaux : 1- il s'agit de groupes importants qui ont accès à des armes ou qui en possèdent ; 2- ils ont la capacité de perpétrer des actes de violence organisée susceptibles d'altérer l'environnement de paix ; et 3 - ils ne font pas partie des institutions officielles de sécurité nationale de l'État, même s'ils peuvent avoir des relations avec des institutions ou des acteurs étatiques ». Source : PNUD, 01/03/2023, p.8-9, [url](#) ; PNUD, 01/03/2023, [url](#)

¹⁷⁰ RFI, 03/05/2024, [url](#)

popularité des groupes d'autodéfense dans la région du bassin du lac Tchad sont le résultat de trois lacunes: une lacune en matière de sécurité : [L'État n'est pas en mesure d'assurer la sécurité de ses citoyens] ; une lacune en matière de capacité : [L'État n'est pas en mesure de fournir des services de base à ses citoyens] ; et une lacune en matière de légitimité : [L'État n'a pas de légitimité au sein de son propre peuple et gouverne donc par la force]. Ces trois lacunes intrinsèquement liées sont impliquées dans les concepts de défaillance de l'État [...]»¹⁷¹ ».

Au Cameroun, la région de l'Extrême-Nord est la région la plus peuplée et la plus touchée par la pauvreté.

« Avec environ quatre millions d'habitants, soit 20 % de la population totale du Cameroun, la région de l'Extrême-Nord est la région la plus peuplée du Cameroun et abrite la plus grande concentration de musulmans. La région, qui abrite plusieurs groupes ethniques, notamment les Arabes-Choas, les Peuls, les Kotoko, les Mafa, les Massa, les Musgum et les Tupuri, souffre d'une pauvreté aiguë et d'un dénuement relatif qui freinent le développement humain. L'accès aux équipements sociaux de base (routes, eau potable, éducation, soins de santé et électricité) est considérablement réduit par rapport à la partie sud du pays. [...] Il s'agit d'un facteur de causalité clé pour expliquer pourquoi les jeunes se sont tournés vers Boko Haram¹⁷² ».

Depuis 2014, cette région a été le principal théâtre des attaques de Boko Haram dans le pays. Un décret régional a officiellement institutionnalisé les groupes d'autodéfense dans la région dès le mois de juin 2014¹⁷³.

Face à la porosité des frontières et à la capacité de Boko Haram à exploiter les affinités locales pour recruter des jeunes, les populations villageoises ont formé des **comités de vigilance** pour assurer leur propre protection. Ces comités sont devenus la forme de sécurité la plus visible et efficace de surveillance et de protection des localités en complément des opérations des forces de défense et de sécurité (BIR, armée, police et gendarmerie)¹⁷⁴.

Le BIR a même « externalisé » certaines fonctions de sécurité et de protection aux comités de vigilance aux communautés d'Amchide, de Kerawa, de Limani, de Moskota et de Tolkomari : « Opérant sous l'autorité des sous-préfets et des chefs traditionnels, ces comités de vigilance sont chargés de recueillir des renseignements essentiels et de jouer le rôle d'éclaireurs, de guides et de multiplicateurs de force pour le BIR¹⁷⁵ ».

Des dérives inquiétantes ont pu être observées par endroits avec des abus de pouvoir, la frontière entre protecteurs et prédateurs étant parfois floue, il est arrivé que la présence d'un comité de vigilance soit une source de tensions avec les populations civiles qui se sentent prises entre deux feux¹⁷⁶.

Dans les régions du NOSO, la crise anglophone a exacerbé des conflits intercommunautaires historiques, notamment entre éleveurs peuls mbororo et agriculteurs. Dans certaines zones rurales du Nord-Ouest, des **milices ethniques ou communautaires** composées majoritairement de Mbororo ont émergé, parfois soutenues ou tolérées par les autorités¹⁷⁷.

Ces milices peules agissent comme des forces d'autodéfense, chargées de protéger les communautés locales d'éleveurs contre les attaques de GANE séparatistes anglophones dans un contexte où l'État ne contrôle pas tout le territoire¹⁷⁸.

Parfois accusées de commettre des violences tels que des homicides, des enlèvements ou des destructions de biens, leur situation reste précaire dans la mesure où elles courent des risques de représailles, de stigmatisation, ou d'accusations de complicité - réelle ou supposée - de commission d'actes criminels¹⁷⁹.

¹⁷¹ PNUD, 01/03/2023, p.8-9, [url](#)

¹⁷² PNUD, 01/03/2023, p.27-32, [url](#)

¹⁷³ PNUD, 01/03/2023, p.27-32, [url](#)

¹⁷⁴ PNUD, 01/03/2023, p.27-32, [url](#)

¹⁷⁵ PNUD, 01/03/2023, p.27-32, [url](#)

¹⁷⁶ PNUD, 01/03/2023, p.27-32, [url](#)

¹⁷⁷ Amnesty International, 04/07/2023, [url](#)

¹⁷⁸ Amnesty International, 04/07/2023, [url](#)

¹⁷⁹ Amnesty International, 04/07/2023, [url](#)

Leur présence sur le terrain, justifiée par un besoin d'autodéfense contre des attaques souvent réelles, tend cependant à renforcer le cycle de violence locale et la méfiance intercommunautaire¹⁸⁰.

5.4. Les forces de sécurité

Confronté à un contexte de crises multiples sur son territoire, l'État camerounais est resté très focalisé sur les réponses sécuritaires pouvant être apportées par les forces de défense et de sécurité (police, gendarmerie, armée, BIR) qui ont apporté une certaine protection aux populations et aux biens. Toutefois, ces mêmes forces ont également été à l'origine de graves violations des droits humains, notamment : homicides illégaux, arrestations arbitraires, disparitions forcées, torture, violences sexuelles, incendies de maisons, restrictions abusives de circulation et occupation d'écoles ou de structures de santé. L'impunité pour les violations commises tant par les forces de sécurité que par les groupes armés est demeurée quasi généralisée, ce qui a miné profondément la confiance dans les institutions et a découragé les Camerounais de recourir à la justice¹⁸¹.

Dans la région de l'Extrême-Nord, les forces de sécurité et de défense camerounaises ont intensifié en 2025 leur coopération avec la Force multinationale mixte (FMM). Créée en 1994 pour combattre les groupes djihadistes (tels que Boko Haram et l'ISWAP) autour du bassin du lac Tchad, cette dernière a été réactivée en 2015 par le Nigeria, le Tchad, le Cameroun et le Niger. Le 29 mars 2025, le Niger a officiellement retiré ses troupes de cette force régionale pour les redéployer dans le Nord du Niger, en vue de renforcer la sécurisation des sites pétroliers, menacés par des groupes armés hostiles¹⁸². Le 23 septembre 2025, un accord de partenariat de défense pour lutter contre le terrorisme a été conclu entre le Cameroun et le Tchad qui partagent une frontière de plus de 1 200km et font face aux attaques du groupe djihadiste Boko Haram¹⁸³.

Implication par région et par acteur		Total d'incidents violents	Total d'incidents violents liés aux Groupes séparatistes	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Forces de sécurité	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Groupes islamistes	soit en % du total de la région	Total d'incidents violents liés aux Milices armées	soit en % du total de la région
Cameroun anglophone	Nord-Ouest	1572	1386	88%	459	29%	1	0%	72	5%
	Sud-Ouest	858	785	91%	415	48%	0	0%	19	2%
Cameroun francophone	Adamaoua	9	0	0%	3	33%	2	22%	0	0%
	Centre	1	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
	Est									
	Extrême-Nord	655	0	0%	156	24%	625	95%	40	6%
	Littoral	6	1	17%	4	67%	1	17%	0	0%
	Nord	15	0	0%	4	27%	1	7%	1	7%
Ouest	1	1	100%	1	100%	0	0%	0	0%	
CAMEROUN		3117	2173	70%	1042	33%	630	20%	132	4%

Lien entre incidents violents et acteurs au Cameroun par région, en 2025

(Source: Armed Conflict Location & Event Data Project, ACLED, [url](#) ; Infographie : DIDR, Ofpra)

Les principales forces de sécurité du Cameroun identifiées par ACLED sont, par ordre d'implication dans des incidents violents : les Forces armées du Cameroun, le BIR¹⁸⁴, la Gendarmerie nationale et les Forces de police du Cameroun.

En 2025, les forces de sécurité ont été impliquées dans un tiers (33 %) de la totalité des incidents violents impliquant des acteurs armés. Leur implication a surtout concerné les régions du NOSO (77 %), particulièrement la région du Sud-Ouest (48 %), mais aussi celle du Nord-Ouest (29 %), et enfin leur implication a concerné un quart (24 %) des incidents violents dans la région de l'Extrême-Nord.

¹⁸⁰ Amnesty International, 04/07/2023, [url](#)

¹⁸¹ ONU (HCDH), 05/01/2026, [url](#) ; Global Protection Cluster, 15/05/2025, [url](#) ; Global Protection Cluster, 17/04/2025, [url](#)

¹⁸² Le Monde, 30/03/2025, [url](#)

¹⁸³ Xinhua, 24/09/2025, [url](#)

¹⁸⁴ La Brigade d'intervention rapide- BIR (*Rapid Intervention Battalion*) est une unité d'élite considérée comme la mieux équipée des forces armées camerounaises. En tant qu'unité de combat tactique, elle est placée sous le commandement du chef d'état-major des armées. Elle se compose des formations suivantes : le Bataillon blindé de reconnaissance de la Réserve générale (BBR) ; le Bataillon des troupes aéroportées (BTAP) ; le Bataillon amphibie spécial (BSA). L'exécution de ses missions est soumise à l'autorisation préalable du président de la République. Source : Republic of Cameroon, s.d., [url](#)

6. Situation générale des personnes déplacées

Le Cameroun est à la fois un pays d'accueil, de transit, et de déplacement interne des populations. Pris dans un contexte régional et national cumulant plusieurs crises simultanées, il demeure l'un des principaux foyers de déplacement forcé en Afrique centrale. Ces phénomènes de mobilité forcée résultent de trois crises sécuritaires en cours : le conflit djihadiste qui sévit autour du bassin du lac Tchad (région de l'Extrême-Nord), la crise anglophone qui meurtrit les régions du NOSO, et les répercussions régionales du conflit en République centrafricaine (RCA) qui affecte les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord.

Au 31 décembre 2025, le HCR dénombrait sur le territoire camerounais **2 222 281 personnes déplacées de force relevant de sa compétence**, dont **408 617 réfugiés**, 18 565 demandeurs d'asile, **1 004 257 personnes déplacées internes (PDI)** et 790 842 personnes retournées au pays¹⁸⁵.

Outre **les personnes déplacées en interne (PDI)** par les conflits au Cameroun, le pays accueille également près de 410 000 réfugiés, dont la plus grande partie sont originaires de la République centrafricaine (317 645) et du Nigeria (127 865), et, dans des proportions bien moindres, du Niger et du Tchad¹⁸⁶. Les personnes réfugiées sont majoritairement des femmes et des enfants avec de faibles niveaux d'instruction, et constituent une large proportion des personnes nécessitant une protection spécifique, ce qui accentue la pression sur les ressources nationales déjà limitées¹⁸⁷.

L'insurrection des GANE liés à Boko Haram dans la région de l'**Extrême-Nord a généré près de 510 855 PDI**¹⁸⁸, tandis que le conflit des GANE séparatistes dans les régions anglophones du **NOSO ont entraîné le déplacement forcé d'environ 493 402 personnes**¹⁸⁹.

ICG rapporte qu'au mois d'avril 2025 : « Les médias d'État ont mis en lumière l'aggravation de la crise humanitaire dans la région de l'Extrême-Nord, notamment la surpopulation du camp de réfugiés de Minawao, l'arrivée de nouveaux réfugiés face à l'avancée de Boko Haram dans l'État de Borno, et le manque d'aide humanitaire¹⁹⁰ ».

Le Portail de données opérationnelles du HCR pour le Cameroun (*Operational Data Portal – Cameroon*)¹⁹¹ indique que **les principaux camps et sites de réfugiés gérés ou coordonnés par le HCR au Cameroun** sont les suivants : le site de Minawao (Région de l'Extrême-Nord) qui accueille des réfugiés du Nigeria, et, dans la Région de l'Est : les camps de Gado, Mbile, Borgop, Timangolo, Lolo, Ngarissingo qui accueillent principalement des réfugiés en provenance de la République centrafricaine, ainsi que le site de Ngam dans la région de l'Adamaoua¹⁹².

Les principaux défis auxquels sont confrontés les PDI sont liés à l'insécurité alimentaire, à la santé et à la protection¹⁹³.

La **sécurité alimentaire** constitue un défi critique, les prix des denrées de base restant élevés par rapport à la moyenne quinquennale en raison de la perturbation par les GANE des circuits de production et des coûts de transport. Sur le plan sanitaire, la région de l'Extrême-Nord fait face à une prévalence alarmante de la malnutrition chronique (43,6 %), dépassant largement le seuil critique de l'OMS, et à des épidémies récurrentes comme la rougeole qui touche de nombreux districts. En matière de protection, plus de 1 300 incidents ont été enregistrés pour le seul mois de novembre 2025 dans l'Extrême-Nord, incluant des violations du droit à la propriété, des enlèvements et des violences basées sur le genre (VBG)¹⁹⁴.

La mobilité des populations est sévèrement entravée par l'insécurité persistante et les tactiques des groupes armés. Dans les régions anglophones, les populations subissent des opérations « **villes mortes** » (*ghost towns*) imposées tous les lundis, ainsi que des confinements (*lockdowns*) fréquents visant à perturber les célébrations nationales ou les périodes électorales. L'utilisation croissante d'EEI représente un risque mortel permanent pour les civils sur les axes routiers principaux. Dans l'Extrême-

¹⁸⁵ UNHCR, 09/01/2026, [url](#) ; UNHCR, 31/12/2025, [url](#)

¹⁸⁶ UNHCR, 09/01/2026, [url](#) ; UNHCR, 31/12/2025, [url](#)

¹⁸⁷ UNHCR, 31/12/2025, [url](#) ; OCHA, 30/11/2025, [url](#)

¹⁸⁸ OCHA, 30/11/2025, [url](#) ; UNHCR, 31/12/2025, [url](#)

¹⁸⁹ UNHCR, 31/12/2025, [url](#)

¹⁹⁰ ICG, 2025, [url](#)

¹⁹¹ UNHCR ODP, 2026, [url](#)

¹⁹² UNHCR ODP, 2026, [url](#)

¹⁹³ FEWS NET, 01/2026, [url](#) ; OCHA, 30/11/2025, [url](#)

¹⁹⁴ FEWS NET, 01/2026, [url](#) ; OCHA, 30/11/2025, [url](#)

Nord, outre les attaques de villages et le minage des routes par les groupes armés, les aléas climatiques comme les inondations du fleuve Chari isolent davantage les communautés et forcent de nouveaux déplacements¹⁹⁵.

Les droits civiques des PDI sont également affectés par les contextes d'insécurité régionaux et locaux. Plusieurs milliers de personnes déplacées par les violences, particulièrement dans l'Ouest du pays, ont été exclues du vote lors de l'élection présidentielle d'octobre 2025, car elles étaient dépourvues de pièces d'identité¹⁹⁶.

7. Situation humanitaire

Bien que moins médiatisée que d'autres crises humanitaires en Afrique, la situation humanitaire qui prévaut au Cameroun a continué d'être préoccupante en 2025. Les triples crises qui affectent le pays (crise anglophone, insécurité dans le Bassin du Lac Tchad, afflux de réfugiés de la RCA) provoquent à la fois des déplacements de masse, de graves violations des droits humains, l'effondrement de services de base, et une forte exposition des civils à la violence et à l'exploitation. Les régions anglophones du NOSO et celle de l'Extrême Nord ont concentré l'essentiel des besoins et des risques en matière de protection des populations¹⁹⁷.

Les civils ont continué de subir meurtres, enlèvements, déplacements forcés, destructions de biens, violences sexuelles, séparation familiale, recrutement d'enfants, restrictions de mouvement et attaques contre l'éducation et la santé, sans amélioration notable depuis deux ans et avec une dégradation au début de l'année 2025¹⁹⁸.

Les populations touchées par les crises ont des besoins urgents et persistants en matière de sécurité et de protection, d'accès à l'eau potable, aux soins de santé, à l'éducation, à la sécurité alimentaire et à des moyens de subsistance durables, d'autant plus que les multiples déplacements pendulaires ont généré une forte pression sur les ressources disponibles chez les communautés hôtes¹⁹⁹.

Le Groupement mondial de protection (*Global Protection Cluster*)²⁰⁰ a identifié les risques nécessitant une protection dans les cinq domaines prioritaires suivants : 1) les violences basées sur le genre (VBG) ; 2) les restrictions à la liberté de circulation et les déplacements forcés ; 3) la séparation des enfants et des familles ; 4) la torture et les mauvais traitements ; 5) les enlèvements et autres disparitions forcées ainsi que les arrestations et détentions arbitraires²⁰¹.

Cet ensemble de risques auxquels sont confrontées les populations dans les zones où sévissent des conflits est aggravé par l'impact des aléas climatiques (inondations majeures en 2024 dans l'Extrême-Nord dont l'impact s'est prolongé en 2025 ; glissements de terrain au Sud-Ouest et dans le Centre) qui détruisent logements, terres agricoles, bétail et infrastructures scolaires. Les populations victimes des aléas climatiques font face à des difficultés quotidiennes accrues lors de leurs déplacements, à une hausse de l'insécurité alimentaire, et à un accroissement des risques encourus par les plus vulnérables, tout particulièrement les femmes et les jeunes filles exposées aux violences basées sur le genre (VBG), les enfants, et les personnes âgées ou handicapées²⁰².

Face à ces crises humanitaires cumulées, l'aide et la protection apportées par l'État aux populations sont demeurées relativement limitées²⁰³.

La fondation allemande *Bertelsmann Stiftung* a souligné que les autorités ne consacraient pas suffisamment de ressources aux soins de santé, à l'éducation et à la protection sociale. Du fait d'une dotation insuffisante de ressources par l'État aux régions, **l'accès aux services publics demeure**

¹⁹⁵ OCHA, 23/01/2026, [url](#) ; OCHA, 30/11/2025, [url](#)

¹⁹⁶ Data Cameroon, 07/08/2025, [url](#)

¹⁹⁷ ONU (HCDH), 05/01/2026, [url](#) ; Global Protection Cluster, 15/05/2025, [url](#) ; Global Protection Cluster, 17/04/2025, [url](#) ; Humanitarian Action, 08/12/2025, [url](#)

¹⁹⁸ ONU (HCDH), 05/01/2026, [url](#) ; Global Protection Cluster, 15/05/2025, [url](#) ; Global Protection Cluster, 17/04/2025, [url](#)

¹⁹⁹ Humanitarian Action, 08/12/2025, [url](#) ; ONU (HCDH), 05/01/2026, [url](#) ; Global Protection Cluster, 15/05/2025, [url](#) ; Global Protection Cluster, 17/04/2025, [url](#)

²⁰⁰ Le Groupement mondial de protection (*Global Protection Cluster*) est un réseau d'ONG, d'organisations internationales et d'agences onusiennes engagées dans la protection des populations confrontées à de graves crises humanitaires.

²⁰¹ Global Protection Cluster, 15/05/2025, [url](#) ; Global Protection Cluster, 17/04/2025, [url](#)

²⁰² ONU (HCDH), 05/01/2026, [url](#) ; Global Protection Cluster, 15/05/2025, [url](#) ; Global Protection Cluster, 17/04/2025, [url](#)

²⁰³ ONU (HCDH), 05/01/2026, [url](#) ; Global Protection Cluster, 15/05/2025, [url](#) ; Global Protection Cluster, 17/04/2025, [url](#)

limité, notamment dans les zones rurales où vit environ la moitié de la population. Seule la moitié du pays a accès à des installations sanitaires améliorées, et ce taux est encore plus faible en zone rurale, à 20 %. Environ un tiers du pays n'a pas accès à l'électricité ni à une source d'eau potable²⁰⁴.

Parallèlement, si **les forces de sécurité et de défense** ont pu en partie protéger les populations, elles se sont néanmoins rendues coupables par endroits d'exactions contre les civils, le plus souvent en toute impunité²⁰⁵.

En 2025, **les capacités d'intervention des organismes humanitaires** ont diminué en raison de plusieurs facteurs cumulés : restrictions de circulation imposées par les GANE ; journées villes mortes ; multiples *checkpoints* ; suspicion vis à vis du travail des ONG ; suspension d'autorisations et gel des financements de l'aide américaine. Cela a conduit à la suspension ou à la réduction d'activités de protection, tel que le suivi des VBG et de toutes sortes d'assistance, créant un vide de protection nouveau dans les zones les plus affectées, particulièrement les aires rurales difficiles d'accès²⁰⁶.

Le service chargé de la coordination des urgences (*Humanitarian Action*) du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) rapporte que la programmation de l'aide humanitaire pour 2025 avait ciblé 2,1 millions de personnes. Toutefois, en raison des coupes budgétaires drastiques, environ 800 000 personnes seulement ont pu être aidées en 2025, ce qui a laissé quelque 1,3 million d'autres individus sans possibilités de voir leurs besoins urgents satisfaits. Le sous-financement s'est traduit par une réduction significative de l'aide apportée, ce qui a brutalement aggravé les conditions de vie des victimes des crises humanitaires²⁰⁷.

Pour les organisations humanitaires, l'accès aux populations nécessiteuses est à ce jour fortement restreint par une combinaison de facteurs sécuritaires et bureaucratiques²⁰⁸. En raison de l'insécurité, les programmes de protection de divers organismes (ONG et Etat camerounais) sont fortement limités dans leur capacité à déployer du personnel pour assurer le suivi des personnes à protéger, pour identifier les incidents et pour les signaler²⁰⁹.

Dans les régions du NOSO, l'accès humanitaire a été entravé par les confinements imposés par les séparatistes anglophones et par la dégradation saisonnière des routes principales due aux intempéries retardant l'acheminement de l'aide vitale²¹⁰. En 2025, au moins 269 contraintes d'accès ont été recensées dans les régions du NOSO, où les travailleurs humanitaires font face à des interférences répétées des GANE et, surtout pour la région du Sud-Ouest, à des délais administratifs freinant leurs activités²¹¹.

Dans la région de l'Extrême-Nord, l'instabilité post-électorale et l'insécurité chronique ont limité le déploiement des cliniques mobiles et la réponse aux besoins en eau et assainissement²¹². Les attaques et les pillages perpétrés par les GANE liés à Boko Haram ont perturbé la production agricole et l'élevage, entraînant une baisse des stocks alimentaires des ménages et de leurs revenus agricoles, et ont provoqué une hausse de 30 % à 39 % des prix des céréales²¹³.

Enfin, le **sous-financement structurel** demeure un obstacle majeur, car il limite la capacité à maintenir un personnel suffisant et il réduit l'apport de fournitures indispensables pour répondre aux besoins des quelque 1,5 million de personnes en détresse²¹⁴.

8. Accès internationaux, vols internes et principaux axes routiers

Le Cameroun dispose d'un réseau aérien structuré autour de plusieurs plateformes aéroportuaires, avec **quatre aéroports internationaux** et quelques aéroports secondaires desservant le territoire national.

²⁰⁴ Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, [url](#)

²⁰⁵ ONU (HCDH), 05/01/2026, [url](#) ; Global Protection Cluster, 15/05/2025, [url](#) ; Global Protection Cluster, 17/04/2025, [url](#)

²⁰⁶ ONU (HCDH), 05/01/2026, [url](#) ; Global Protection Cluster, 15/05/2025, [url](#) ; Global Protection Cluster, 17/04/2025, [url](#)

²⁰⁷ Humanitarian Action, 08/12/2025, [url](#)

²⁰⁸ OCHA, 23/01/2026, [url](#) ; OCHA, 30/11/2025, [url](#)

²⁰⁹ Global Protection Cluster, 17/04/2025, [url](#)

²¹⁰ Humanitarian Action, 08/12/2025, [url](#)

²¹¹ OCHA, 23/01/2026, [url](#) ; OCHA, 30/11/2025, [url](#)

²¹² OCHA, 23/01/2026, [url](#) ; OCHA, 30/11/2025, [url](#)

²¹³ Stop BlaBla Cam, 26/01/2026, [url](#)

²¹⁴ OCHA, 23/01/2026, [url](#) ; OCHA, 30/11/2025, [url](#)

Aéroports du Cameroun (ADC), la société de gestion des aéroports du Cameroun, gère quatre aéroports internationaux et trois aéroports nationaux : l'aéroport international de Douala, plus grande plateforme aérienne camerounaise, est le principal hub du pays et centre des liaisons internationales ; l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen, seconde plateforme majeure du pays, avec une croissance notable du trafic international ; l'aéroport international de Garoua, principale plateforme dans le nord du pays, également habilitée à desservir des vols internationaux ; l'aéroport international de Maroua.

ADC gère aussi des aéroports comme ceux de Bamenda, Bertoua et Ngaoundéré. Il existe d'autres dessertes vers Garoua ou Bafoussam, gérées par d'autres entreprises. La compagnie nationale CAMAIR-CO dessert plusieurs villes camerounaises (Douala, Yaoundé, Garoua, etc.), mais le trafic domestique, en difficulté en raison de problèmes opérationnels, a enregistré une baisse notable du nombre de passagers en 2024²¹⁵.

Le Cameroun possède un **réseau routier étendu mais contrasté**, avec des axes stratégiques pour les échanges nationaux et régionaux²¹⁶. Le réseau routier camerounais est en difficulté car près de 75 % des 121 873 km de routes du pays sont en mauvais état et nécessitent une réhabilitation. Toutefois, les capacités nationales pour mener des travaux publics dans les transports restent limitées et les conditions climatiques freinent les réparations²¹⁷. De fait, une grande partie des infrastructures routières, notamment secondaires, demeure en mauvais état ou non bitumée, ce qui rend la circulation difficile particulièrement durant la saison des pluies²¹⁸.

Dans les régions en proie à des conflits armés, comme celle du Nord-Ouest par exemple, les attaques, barrages, embuscades et enlèvements répétés perturbent la circulation le long de certains axes majeurs²¹⁹.

L'OCDE a observé que, depuis le début du conflit anglophone : « La violence tend à se concentrer principalement en milieu rural, à proximité des infrastructures de transport. La route nationale RN11 [située dans la région du Nord-Ouest], longue de 350 kilomètres et reliant Bamenda [département de la Mezam] à Kumbo [département de Bui] et à Wum [département de Menchum] est la route la plus violente d'Afrique du Nord et de l'Ouest, avec 757 incidents recensés depuis 2018²²⁰ ».

Dans une rubrique intitulée « Conseils aux voyageurs pour le Cameroun », le gouvernement canadien²²¹ a mis en garde les voyageurs contre tout déplacement ou voyage dans les zones à risques suivantes :

La région de l'Extrême-Nord et le département du Mayo-Louti (Région du Nord) : « Évitez tout voyage dans la région de l'Extrême-Nord ainsi que dans le département du Mayo-Louti dans la région du Nord en raison des opérations militaires, du risque de terrorisme, d'attaques armées et du risque d'enlèvements ».

Les frontières avec le Nigéria, le Tchad et la République centrafricaine : « Évitez tout voyage dans les zones situées à moins de 30 km des frontières avec le Nigéria, le Tchad et la République centrafricaine, en raison des opérations militaires, du risque de terrorisme, d'attaques armées et du risque d'enlèvements ».

Les régions du NOSO : « Évitez tout voyage dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en raison des affrontements entre des groupes armés et les forces de l'ordre, des troubles civils, d'attaques armées, du risque d'enlèvements et du banditisme ».

Les régions du Nord et de l'Adamaoua : « Évitez tout voyage non essentiel dans les régions du Nord et de l'Adamaoua en raison du risque d'enlèvements et d'attaques armées ».

Par ailleurs, les autorités canadiennes ont également publié une carte montrant aux voyageurs les zones à éviter dans le pays²²².

²¹⁵ Cameroun 24 net, 02/2024, [url](#)

²¹⁶ Logistique Conseil, s.d., [url](#)

²¹⁷ Business in Cameroon, 02/09/2025, [url](#)

²¹⁸ CANADA, 04/02/2026, [url](#)

²¹⁹ CHIANEBENG J. K. & al, 21/05/2025, [url](#)

²²⁰ OCDE, 30/05/2025, [url](#)

²²¹ CANADA, 04/02/2026, [url](#)

²²² CANADA, 04/02/2026, [url](#)

Annexe I : Estimation de la population dans la région du Nord-Ouest

DEPARTEMENT	ARRONDISSEMENT	POPULATION
BOYO	BELO	65 656
	BUM	17 480
	FUNDONG	51 708
	NJINIKOM	26 953
TOTAL BOYO		161 797
BUI	JAKIRI	54 004
	KUMBO	96 292
	MBVEN	27 414
	NKUM	55 291
	NONI	24 584
	OKU	56 005
TOTAL BUI		313 590
DONGA MANTUNG	AKO	21 800
	MISAJE	19 109
	NDU	90 136
	NKAMBE	65 020
	NWA	63 772
TOTAL DONGA MANTUNG		259 837
MENCHUM	FUNGOM	51 401
	FURU-AWA	9 771
	MENCHUM VALLEY	35 125
	WUM	30 250
TOTAL MENCHUM		126 547

MEZAM	BAFUT	59 754
	BALI	40 900
	BAMENDA 1	39 611
	BAMENDA 2	157 113
	BAMENDA 3	95 299
	SANTA	105 616
	TUBAH	73 846
TOTAL MEZAM		572 139
MOMO	BATIBO	59 400
	MBENGWI	49 455
	NGIE	15 186
	NJIKWA	13 314
	WIDIKUM-MENKA	21 070
TOTAL MOMO		158 425
NGO KETUNDJA	BABESSI	50 306
	BALIKUMBAT	41 843
	NDOP	89 625
TOTAL NGO-KETUNDJA		181 774
TOTAL REGION NORD-OUEST		1 774 109

(Source : République du Cameroun, BUCREP, p.20, 10/2024, [url](#))

Annexe II : Estimation de la population dans la région du Sud-Ouest

DEPARTEMENT	ARRONDISSEMENT	POPULATION
FAKO	BUEA	179 836
	LIMBE 1	106 738
	LIMBE 2	43 265
	LIMBE 3	9 010
	MUYUKA	95 918
	TIKO	113 884
	WEST-COAST	8 134
TOTAL FAKO		556 785
KUPE MANENGOUBA	BANGEM	28 437
	NGUTI	29 110
	TOMBEL	79 753
TOTAL KUPE MANENGOUBA		137 300
LEBIALEM	ALOU	24 073
	FONTEM	21 018
	WABANE	28 218
TOTAL LEBIALEM		73 309
MANYU	AKWAYA	32 566
	EYUMODJOCK	33 504
	MAMFE CENTRAL	26 812
	UPPER BANYANG	31 945
TOTAL MANYU		124 827

MEME	KONYE	54 083
	KUMBA 1	61 726
	KUMBA 2	54 257
	KUMBA 3	45 191
	MBONGE	131 077
TOTAL MEME		346 334
NDIAN	BAMUSSO	14 849
	DIKOME-BALUE	6 825
	EKONDO TITI	25 289
	IDABATO	10 073
	ISANGELE	2 238
	KOMBO ABEDIMO	5 693
	KOMBO ITINDI	4 812
	MUNDEMBA	11 649
	TOKO	4 204
TOTAL NDIAN		85 632
TOTAL REGION SUD-OUEST		1 324 187

(Source : République du Cameroun, BUCREP, p.24, 10/2024, [url](#))

Annexe III : Estimation de la population dans la région de l'Extrême-Nord

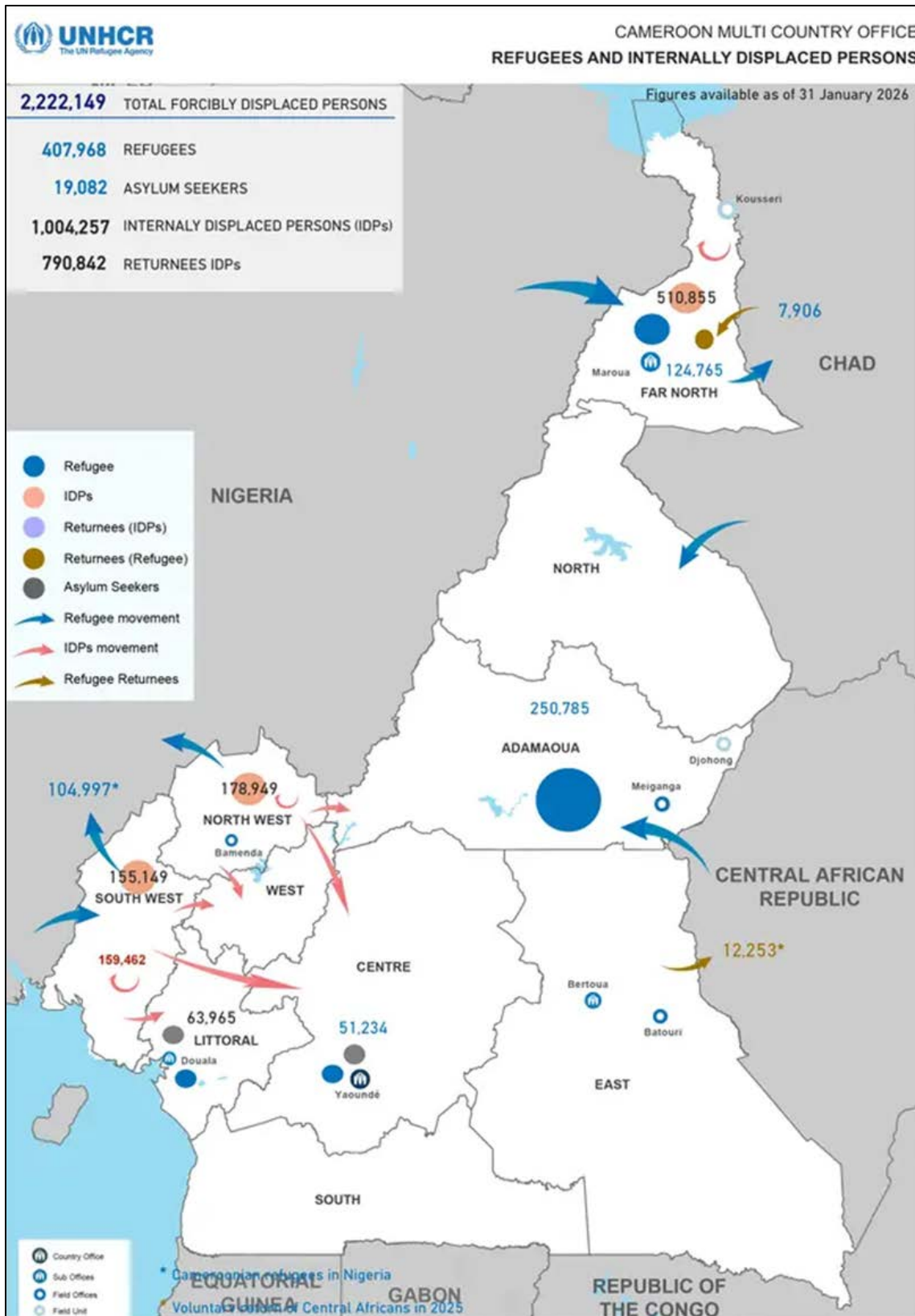
DEPARTEMENT	ARRONDISSEMENT	POPULATION	
DIAMARE	BOGO	168 416	
	DARGALA	67 293	
	GAZAWA	47 116	
	MAROUA 1	237 183	
	MAROUA 2	196 520	
	MAROUA 3	190 143	
	MERI	158 865	
	NDOUKOULA	52 896	
	PETTE	97 811	
TOTAL DIAMARE		1 216 243	
LOGONE CHARI	ET	BLANGOUA	55 178
		DARAK	47 257
		FOTOKOL	62 796
		GOULFEY	106 777
		HILE-HALIFA	39 526
		KOUSSERI	175 849
		LOGONE BIRNI	124 406
		MAKARI	251 009
		WAZA	41 426
		ZINA	46 567
TOTAL LOGONE ET CHARI		950 791	

MAYO DANAY	DATCHEKA	71 243
	GOBO	100 077
	GUERE	86 351
	KAIKAI	116 104
	KALFOU	50 693
	KARHAY	80 879
	MAGA	184 068
	TCHATIBALI	51 043
	VELE	87 710
	WINA	59 149
	YAGOUA	184 315
TOTAL MAYO DANAY		1 071 632
MAYO KANI	GUIDIGUIS	113 342
	KAELE	264 243
	MINDIF	119 363
	MOULVOUDAYE	168 973
	MOUTOURWA	80 785
	PORHI	57 352
	TAIBONG	69 047
TOTAL MAYO KANI		873 105
MAYO SAVA	KOLOFATA	74 831
	MORA	303 471
	TOKOMBERE	125 485
TOTAL MAYO SAVA		503 787

MAYO SAVA	BOURRHA	122 767
	HINA	82 313
	KOZA	75 624
	MAYO-MOSKOTA	60 575
	MOGODE	122 961
	MOKOLO	404 317
	SOULEDE ROUA	89 174
TOTAL MAYO TSANAGA		957 731
TOTAL REGION EXTREME-NORD		5 573 289

(Source : République du Cameroun, BUCREP, p.24, 10/2024, [url](#))

Annexe IV : Cameroun : Mouvement des réfugiés et des PDI (HCR 31/01/2026)



Carte du Cameroun montrant le mouvement des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. (source : UNHCR, 31/01/2026, [url](#))

Bibliographie

Sites web consultés de janvier à février 2026.

Documents DIDR

DIDR, « Cameroun : Point de situation sécuritaire du 1er janvier au 31 décembre 2023 », Ofpra, 14/06/2024,
https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2406_cm_r_situation_securitaire_162485_web.pdf

DIDR, « Nigéria : Point de situation sécuritaire du 1er janvier au 31 décembre 2023 », 20/06/2024,
https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2406_nga_point_de_situation_securitaire_162346_web.pdf

DIDR, « Cameroun : Point de situation sécuritaire d'octobre 2020 à mars 2022 », Ofpra, 20/06/2022,
https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2205_cm_r_situation_securitaire_155565_web.pdf

DIDR, « Nigeria : Boko Haram après l'allégeance à l'Etat islamique (EI) (2015) », 03/09/2020,
https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flora/2009_nga_boko_haram_web.pdf

Organisations intergouvernementales

World Bank, "Cameroon Data", s.d.,
<https://data.worldbank.org/country/CM>

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), UNHCR Operational Data Portal, "Cameroon", 2026,
https://data.unhcr.org/en/country/cm_r

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), "Cameroon: North-West and South-West regions - Overview of the Humanitarian Access, January to December 2025", 23/01/2026,
<https://www.unocha.org/publications/report/cameroon/cameroon-north-west-and-south-west-regions-overview-humanitarian-access-january-december-2025>

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), "Cameroon - Statistics – 31 December 2025 : Situation Report", 09/01/2026,
<https://reliefweb.int/report/cameroon/unhcr-cameroon-statistics-december-2025>

International Organization for Migration (IOM), "Cameroon Crisis Response Plan 2025 – 2026", 06/01/2026,
<https://crisisresponse.iom.int/response/cameroon-crisis-response-plan-2025-2026>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH/OHCHR), « Rapport de synthèse sur la situation des droits de l'homme dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun : Mission d'évaluation des droits de l'homme du HCDH du 8-20 décembre 2024 », 05/01/2026,
<https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/cameroon/south-west-regions-north-west-cameroon-1-fr.pdf>

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), Operational Data Portal, "UNHCR Cameroon monthly updates key highlights - December 2025", 31/12/2025,
https://data.unhcr.org/en/country/cm_r

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), "CAMEROON: Locations of Forcibly Displaced Persons (December 2025)", 31/12/2025, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/120478>

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), "Cameroon: North-West and South-West regions - Humanitarian Access Severity Overview - December 2025", 24/12/2025, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-north-west-and-south-west-regions-humanitarian-access-severity-overview-december-2025>

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), Humanitarian Action, "Global Humanitarian Overview 2026: Cameroon", 08/12/2025, <https://humanitarianaction.info/document/global-humanitarian-overview-2026/article/west-and-central-africa-4#page-title>

ONU, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), « Cameroun : Extrême-Nord, Rapport de situation No 62 », 11/2025, <https://www.unocha.org/publications/report/cameroon/cameroun-extreme-nord-rapport-de-situation-no-62-novembre-2025>

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), "Cameroon – Statistics", 10/2025, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/120475>

Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), "Containing Ambazonian violence in Cameroon's anglophone regions", 30/05/2025, <https://mapping-africa-transformations.org/containing-ambazonian-violence-in-camerouns-anglophone-regions/>

United Nations, Global Protection Cluster, « Protection Cluster NWSW Cameroon Protection Monitoring Update (Jan-Mar 2025) », 15/05/2025, https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-05/pm_quarterly_update_jan-mar_2025.pdf

United Nations, Global Protection Cluster, « Cameroon: Protection Analysis Update - Update on Protection Risks Caused by Protracted Armed Conflicts, and Climatic Hazards (March 2025) », 17/04/2025, https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-04/pau25_protection_analysis_update_cameroon_march2025_final.pdf

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), "Routes et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest", 14/02/2025, https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2025/02/roads-and-conflicts-in-north-and-west-africa_4892fa2e/77474489-en.pdf

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), "Cameroon Humanitarian Needs Overview 2025 (January 2025)", 31/01/2025, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-humanitarian-needs-overview-2025-january-2025>

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), "Cameroon", s.d., <https://www.unocha.org/cameroon>

Organization for Economic Co-operation and Development (OECD)/SWAC, "Roads and Conflicts in North and West Africa", West African Studies, 2025, <https://doi.org/10.1787/77474489-en>

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), Operational Data Portal, 30/04/2024, <https://data.unhcr.org/en/country/cm>

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), « Comprendre et gérer les groupes d'autodéfense dans la région du bassin du Lac Tchad », 01/03/2023, https://communityconnect.cblt.org/sites/default/files/2023-04/Comprendre%20les%20Groupes%20d%27auto-defense_0.pdf

Institutions nationales

CANADA, Gouvernement du Canada, « Conseils aux voyageurs pour le Cameroun », [mise à jour], 04/02/2026,
<https://voyage.gc.ca/destinations/cameroun>

ETATS-UNIS, Central Intelligence Agency (CIA), World Factbook, "Cameroon", [dernière mise à jour] 21/01/2026,
<https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/cameroon/>

ETATS-UNIS, United States Agency for International Development (USAID) / Famine Early Warning Systems Network (FEWS), FEWS NET, "Cameroon Key Message Update January 2026: Conflict sustains high needs in Far North despite reduced cereal prices", 01/2026,
<https://fews.net/west-africa/cameroon/key-message-update/january-2026>

ETATS-UNIS, United States Agency for International Development (USAID) / Famine Early Warning Systems Network (FEWS), FEWS NET, "Cameroon", sd.,
<https://fews.net/west-africa/cameroon>

BELGIQUE, CEDOCA, « Cameroun : Régions anglophones. Situation sécuritaire », Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), 11/06/2025,
https://www.cgrs.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_cameroun._regions_anglophones._situation_securitaire_20250611.pdf

CANADA, Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), « Nigéria : information sur Boko Haram [Jama'at Ahl al-Sunna li-Da'wa wal-Jihad, Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati Wal-Jihad, Jamaat-u-Ahli Sunna-Lidda-Awati Wal-Jihad (JAS)], y compris ses zones d'opération et d'influence; sa capacité de retrouver des personnes qui s'installent ailleurs dans le pays; le profil des personnes que Boko Haram voudrait retrouver et prendre pour cible; la protection offerte par l'État (2022-novembre 2024) », 07/11/2024,
<https://irb-cisr.gc.ca/fr/renseignements-pays/rdi/Pages/index.aspx?doc=458996&pls=1>

REPUBLIQUE DU CAMEROUN, Bureau Central des Recensements et des Études de Population (BUCREP), « Estimation de la population du Cameroun en 2023 », 10/2024,
<https://bucrep.org/download/25879/?tmstv=1769178995>

REPUBLIQUE DU CAMEROUN, Bureau Central des Recensements et des Études de Population (BUCREP), « Publications », s.d.,
<https://bucrep.org/publications/>

AUSTRALIE, Australian National Security, " Boko Haram", 22/09/2024,
<https://www.nationalsecurity.gov.au/what-australia-is-doing/terrorist-organisations/listed-terrorist-organisations/boko-haram>

BELGIQUE, CEDOCA, Cameroun COI Focus, « Crise anglophone : situation sécuritaire », Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), 19/11/2021,
https://www.ecoi.net/en/file/local/2085323/coi_focus_cameroun._crise_anglophone_-_situation_securitaire_20211119.pdf

REPUBLIQUE DU CAMEROUN, « Rapid intervention brigade (BRIR) », s.d., [url](https://mindef.gov.cm/armee-de-terre/en/intervention-brigade/)
<https://mindef.gov.cm/armee-de-terre/en/intervention-brigade/>

Organisations non gouvernementales

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), "Conflict Index", [consulté le] 30/01/2026,
<https://acleddata.com/series/acled-conflict-index>

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), "Africa Overview: November 2025: Cameroon: Unrest erupts over President Biya's re-election", 07/11/2025, <https://acleddata.com/update/africa-overview-november-2025>

Jamestown Foundation, "Brief: Boko Haram Leader Allegedly Killed in Nigerien Airstrike", 20/09/2025, <https://jamestown.org/brief-boko-haram-leader-allegedly-killed-in-nigerien-airstrike/>

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), "Africa Overview: September 2025: Cameroon: Boko Haram escalates border attacks 2025", 05/09/2025, <https://acleddata.com/update/africa-overview-september-2025>

Amnesty International (AI), « Les droits humains au Cameroun en 2024 », 29/01/2025, <https://www.amnesty.fr/pays/cameroun/>

International Crisis Group (ICG), Crisis Watch, "Tracking Conflict Worldwide: « Cameroon »", 2025, [https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location\[\]=4&created=](https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location[]=4&created=)

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), & Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), « Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'ouest : séparatistes anglophones », 09/2024, <https://acleddata.com/system/files/2025-07/separatistes-anglophones-groupes-armes-non-etatiques-et-economies-illicites-en-afrique-de-louest-gi-toc-et-aclede-septembre-2024.pdf>

Amnesty International (AI), « La situation des droits humains dans le monde Cameroun. Rapport 2022/23 », 24/04/2024, <https://www.amnesty.org/fr/location/afrique/west-and-central-afrique/cameroun/report-cameroun/>

International Crisis Group (ICG), "JAS vs. ISWAP: The War of the Boko Haram Splinters", Crisis Group Africa Briefing N°196, 28/03/2024, https://www.crisisgroup.org/sites/default/files/2024-03/b196-jas-vs-iswap_0.pdf

Amnesty International, « Avec ou contre nous : la population prise en étau entre l'armée, les séparatistes armés et les milices dans la région du Nord-Ouest du Cameroun », 04/07/2023, <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr17/6838/2023/fr/>

Amnesty International, « Cameroun. Témoignages et images satellite révèlent l'ampleur des destructions dans les régions anglophones », 28/07/2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2021/07/cameroun-satellite-images-reveal-devastation-in-anglophone-regions/>

Human Rights Watch (HRW), « Cameroun : Les attaques de Boko Haram s'intensifient dans la région de l'Extrême-Nord », 05/04/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/04/05/cameroun-les-attaques-de-boko-haram-sintensifient-dans-la-region-de-lextreme-nord>

International Crisis Group (ICG), "Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province", Africa Report n°273, 16/05/2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/273-facing-the-challenge.pdf>

Think tanks, universités et centres de recherches

Institut d'Etudes de Sécurité (ISS), « Les inondations dans le bassin du lac Tchad affaiblissent une région déjà sinistrée », 04/11/2025, <https://issafrica.org/fr/iss-today/les-inondations-dans-le-bassin-du-lac-tchad-affaiblissent-une-region-deja-sinistree>

Institute for Security Studies (ISS), « Redoubler d'efforts après la neutralisation des dirigeants de Boko Haram », 20/10/2025,

<https://issafrica.org/fr/iss-today/redoubler-d-efforts-apres-la-neutralisation-des-dirigeants-de-boko-haram>

WorldPop, "About us", s.d.,

<https://www.worldpop.org/about/>

WorldPop, "Open Spatial Demographic Data and Research", s.d.,

<https://hub.worldpop.org/>

CHIANEBENG J. K. & al, "Security Challenges in Public Transportation Sector in Cameroon: A Problem-Solving Approach to Safety Protocols in the North West Region", Global Academic Journal of Humanities and Social Sciences, 21/05/2025,

https://gajrc.com/media/articles/GAJHSS_73_114-125c.pdf?utm

Bertelsmann Stiftung, "Cameroon: Country Report 2024", 19/03/2024,

https://bti-project.org/fileadmin/api/content/en/downloads/reports/country_report_2024_CM.R.pdf

LOUNGOU Serge & MEYE Ndong Serges, « Les régions anglophones du Cameroun, théâtre d'un conflit oublié », L'Espace Politique, Vol. 47-48, 10/2023,

<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.11591>

Grey Dynamics, "Insurgency and Instability in Cameroon: A 12-month Forecast", 09/07/2023,

<https://greydynamics.com/insurgency-and-instability-in-cameroon-a-12-month-forecast/>

Institut Français des Relations Internationales (IFRI), « Boko Haram dans la région de l'extrême-Nord du Cameroun : L'arbre qui cache la forêt », 06/2022,

<https://www.ifri.org/fr/notes/boko-haram-dans-la-region-de-lextreme-nord-du-cameroun-larbre-qui-cache-la-foret>

DADA PETEL Fanta & VIRCOULON Thierry, « Les Peuls Mbororo du Nord-Cameroun : Insécurité d'une société pastorale et limites d'une réponse sécuritaire hybride », Notes de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), 10/2021,

<https://www.ifri.org/fr/notes/les-peuls-mbororo-du-nord-cameroun-insecurites-dune-societe-pastorale-et-limites-dune-reponse>

Médias

Data Cameroon, « Insécurité : au Cameroun, les engins explosifs improvisés ont fait près de 100 morts en 2025 », 17/02/2026,

<https://datacameroon.com/insecurite-au-cameroun-les-engins-explosifs-improvises-ont-fait-pres-de-100-morts-en-2025/>

Stop BlaBla Cam, "Boko Haram Violence Rises in Cameroon's Far North, FEWS NET Reports", 26/01/2026,

<https://www.stopblablacam.com/politics/2601-15682-boko-haram-violence-rises-in-cameroon-s-far-north-fews-net-reports>

Cameroun Média, « Extrême-Nord : Boko Haram contraint 59 familles au déplacement », 01/01/2026,

<https://cameroun-media.net/extreme-nord-boko-haram-contraint-59-familles-au-deplacement/>

Xinhua, « Cameroun : un militaire tué et quatre civils enlevés dans l'Extrême-Nord », 24/12/2025,

<https://french.news.cn/20251224/35dc6075080d4c03a8b1c4cff1d9fc29/c.html>

Xinhua, « Cameroun : un mort dans une attaque de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 16/12/2025,

<https://french.news.cn/20251216/f6b00e356dfb4685af0af87d261fe5ea/c.html>

Xinhua, « Cameroun : au moins huit morts dans un affrontement communautaire dans la région du Nord-Ouest », 14/12/2025,

<https://french.news.cn/20251214/697b4435550948c48603e1338882de6d/c.html>

Xinhua, « Cameroun : six personnes enlevées dans la région de l'Extrême-Nord », 08/12/2025,

<https://french.news.cn/20251208/9a4b8b30cb8e4042b73ef0ae81568de3/c.html>

Xinhua, « Cameroun : deux gendarmes tués par un engin explosif improvisé dans le Nord-Ouest », 01/12/2025,

<https://french.news.cn/20251201/937a0eb50d80419f99f86479be2226bf/c.html>

Xinhua, « Cameroun : une personne tuée dans une attaque présumée de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 29/11/2025,

<https://french.news.cn/20251129/3ecd148d39b24794ad0830b8f77a6cc5/c.html>

Xinhua, « Cameroun : la crise post-électorale a fait 20 morts et entraîné 1.243 interpellations », 26/11/2025,

<https://french.news.cn/20251126/e7a923d8adec419fa23ee0f1b0eea540/c.html>

Xinhua, « Cameroun : un pêcheur tué par Boko Haram après la libération de huit otages dans l'Extrême-Nord », 21/11/2025,

<https://french.news.cn/20251121/60a5f4d69a6c4286846b790a135db1df/c.html>

Xinhua, « Cameroun : trois séparatistes tués lors d'une opération militaire dans le Nord-Ouest », 19/11/2025,

<https://french.news.cn/20251119/f8116c66ea394e6d84e6125e2b51230a/c.html>

Xinhua, « Cameroun : quatre morts dans une attaque séparatiste dans le Nord-Ouest », 15/11/2025,

<https://french.news.cn/20251115/bdb99c32130c44a2a87f5fbca5f820b5/c.html>

Xinhua, « Cameroun : un civil tué et plusieurs personnes enlevées dans l'Extrême-Nord », 15/11/2025,

<https://french.news.cn/20251115/39a3f5c49a5e4cc4b8aad952ec2e562b/c.html>

Journal du Cameroun, « Cameroun : quatre gendarmes tués dans une embuscade à Bambili », 05/11/2025,

<https://fr.journalducameroun.com/cameroun-quatre-gendarmes-tues-dans-une-embuscade-a-bambili/>

Xinhua, « Cameroun : deux soldats camerounais de la FMM tués par Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 31/10/2025,

<https://french.news.cn/20251031/53fcb8d447104a068f0ff588f74a162c/c.html>

Xinhua, « Cameroun : un soldat tué dans une embuscade de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 29/10/2025,

<https://french.news.cn/20251029/bd49d93c515d4afb9c30f4234200c7ff/c.html>

France 24, « Cameroun : Paul Biya réélu pour un huitième mandat, l'opposition dénonce une "mascarade" », 27/10/2025,

<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20251027-cameroun-le-pr%C3%A9sident-paul-biya-92-ans-r%C3%A9lu-pour-un-huiti%C3%A8me-mandat-selon-le-conseil-constitutionnel>

Jeune Afrique, « Présidentielle au Cameroun : l'accès à internet très perturbé, des manifestations dans plusieurs villes », 23/10/2025,

<https://www.jeuneafrique.com/1733846/politique/presidentielle-au-cameroun-laces-a-internet-tres-perturbe-des-manifestations-dans-plusieurs-villes/>

Xinhua, « Cameroun : quatre civils tués par l'explosion d'un engin explosif improvisé dans l'Extrême-Nord », 20/10/2025,

<https://french.news.cn/20251020/0e0b23ab39634e7a98ca7ef64255709a/c.html>

Xinhua, « Cameroun : plusieurs personnes tuées dans des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 25/09/2025,

<https://french.news.cn/20250925/e33a503c55da46ee92e396abd29af65b/c.html>

Xinhua, « Le Cameroun et le Tchad renforcent leur coopération militaire », 24/09/2025,

<https://french.news.cn/20250924/7f8c4e1a3d04409fba77ebd8227f14b9/c.html>

Journal du Cameroun, « Cameroun : 12 morts et des dizaines de blessés dans deux attaques armées », 08/09/2025,

<https://fr.journalducameroun.com/cameroun-12-morts-et-des-dizaines-de-blesses-dans-deux-attaques-armees/>

Xinhua, « Cameroun : quatre morts dans une attaque présumée de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 07/09/2025,

<https://french.news.cn/20250907/b4f2b21d893e4cd389ed43caa16ef6aa/c.html>

Xinhua, « Cameroun : huit soldats tués dans une attentat à l'explosif dans le Sud-Ouest (sources militaires) », 06/09/2025,

<https://french.news.cn/20250906/bb2e5440bed94a68ba3fa49635fa95be/c.html>

Focus Media Afrique, « Répartition démographique : le Centre et l'Extrême-Nord dominant en nombre d'habitants », 29/08/2025,

<https://www.focusmediaafrique.com/repartition-demographique-le-centre-et-lextreme-nord-dominant-en-nombre-dhabitants/>

Focus Media Afrique, « Près de 29 millions de Camerounais en 2024 : une croissance démographique à surveiller », 29/08/2025,

<https://www.focusmediaafrique.com/pres-de-29-millions-de-camerounais-en-2024-une-croissance-demographique-a-surveiller/>

Xinhua, « Cameroun : neuf civils enlevés par des séparatistes présumés dans le Nord-Ouest », 28/08/2025,

<https://french.news.cn/20250828/3174eb4e943b4e7db1896146dd4bd027/c.html>

Xinhua, « Cameroun : 5 enfants enlevés par des membres présumés de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 28/08/2025,

<https://french.news.cn/20250828/7a95745e33184823b5b3c02c73ec7317/c.html>

Xinhua, « Nigeria : des frappes aériennes de l'armée tuent 35 terroristes près de la frontière avec le Cameroun », 24/08/2025,

<https://french.news.cn/20250824/d76e9a852ad040ada5ac0907a907bad5/c.html>

Xinhua, « Cameroun : dix otages enlevés par Boko Haram libérés par l'armée », 22/08/2025,

<https://french.news.cn/20250822/f67696ebdda416d88834c1808b12ad6/c.html>

Journal du Cameroun, « Extrême-Nord-Cameroun : les Forces de défense libèrent dix otages retenus depuis une semaine », 22/08/2025,

<https://fr.journalducameroun.com/extreme-nord-cameroun-les-forces-de-defense-liberent-dix-otages-retenus-depuis-une-semaine/>

Xinhua, « Cameroun : onze personnes enlevées par Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 14/08/2025,

<https://french.news.cn/20250814/85fec15367e04328a8910afd1d83f661/c.html>

Data Cameroon, « Présidentielle 2025 : A l'Ouest, des déplacés internes dans l'impasse », 07/08/2025,

<https://datacameroon.com/presidentielle-2025-a-louest-des-deplaces-internes-dans-limpasse/>

Xinhua, « Cameroun : un mort dans une attaque dans la région de l'Extrême-Nord », 30/07/2025,

<https://french.news.cn/20250730/807e45fe76a3426a89f5ea218810a6c2/c.html>

Xinhua, « Cameroun : deux civils tués dans l'explosion d'une bombe artisanale dans l'Extrême-Nord », 22/07/2025,

<https://french.news.cn/20250722/8d86b98e7102456ebf205b1babb2c9e3/c.html>

Xinhua, « Extrême-Nord du Cameroun : attaque de Boko Haram repoussée, quatre assaillants abattus », 25/06/2025,

<https://french.news.cn/20250625/d6a6c58941c843559281bef04e03a91f/c.html>

Xinhua, « Cameroun : deux soldats et un civil tués dans une attaque attribuée à Boko Haram à l'Extrême-Nord », 21/06/2025,

<https://french.news.cn/20250621/214fc1a61423442e9da327f82da58c49/c.html>

Journal du Cameroun, « Cameroun : trois militaires tués dans une attaque dans le Nord-Ouest », 18/06/2025,

<https://fr.journalducameroun.com/cameroun-trois-militaires-tues-dans-une-attaque-dans-le-nord-ouest/>

Cameroun News Agency, « Bui Division: Three State forces killed in Mbonso », 18/06/2025,

<https://cameroonnewsagency.com/bui-division-three-state-forces-killed-in-mbonso/>

Xinhua, « Cameroun : quatre soldats tués dans une attaque de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 10/06/2025,

<https://french.news.cn/20250610/a85d6c3acf7c4c3d8d6a74be5654a5bf/c.html>

Xinhua, « Cameroun : au moins deux civils tués et plusieurs blessés dans une série d'attaques attribuées à Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 27/05/2025,

<https://french.news.cn/20250527/443985bbfd674450a19483905010ece5/c.html>

Xinhua, « Cameroun : un militaire tué et trois blessés dans une attaque à l'Extrême-Nord », 21/05/2025,

<https://french.news.cn/20250521/bbf2a2fdb9a24c4e968355e45142718d/c.html>

Xinhua, « Cameroun : deux civils tués lors d'une attaque armée dans l'Extrême-Nord », 16/05/2025,

<https://french.news.cn/20250516/5a21db0c024f46fc8e0f84e756b7a3db/c.html>

Xinhua, « Cameroun : un mort et trois enlèvements lors d'une série d'attaques attribuées à Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 14/05/2025,

<https://french.news.cn/20250514/ea4c4ae02bfc4d78ae3046774f2bf869/c.html>

Xinhua, « Cameroun : une attaque terroriste fait un mort et plusieurs blessés dans l'Extrême-Nord », 13/05/2025,

<https://french.news.cn/20250513/e404c8b5ca4b4220b440ab7342abc409/c.html>

Xinhua, « Cameroun : le bilan de l'attentat de Boko Haram dans l'Extrême-Nord s'alourdit à 3 morts et 6 blessés », 07/05/2025,

<https://french.news.cn/20250507/acf2538ca9df4dedb91f653534116c71/c.html>

Journal du Cameroun, « Cameroun : nouvelle attaque meurtrière de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 06/05/2025,

<https://fr.journalducameroun.com/cameroun-nouvelle-attaque-meurtriere-de-boko-haram-dans-lextreme-nord/>

Xinhua, « Cameroun : deux séparatistes tués et trois otages libérés dans le Nord-Ouest », 19/04/2025,

<https://french.news.cn/20250419/de12558dfc544d869d20599cede048ff/c.html>

Africa Cœur News, « Mercenaires européens impliqués dans l'attaque à Wulgo ? », 27/03/2025,

<https://africacoernews.com/2025/03/27/mercenaires-europeens-impliques-dans-lattaque-a-wulgo/>

Stop Bla Bla Cam, « Attaque de Wulgo : le Mindef confirme la mort de 12 soldats », 27/03/2025, <https://www.stopblablacam.com/politique/2703-14040-attaque-de-wulgo-le-mindef-confirme-la-mort-de-12-soldats-a-l-extreme-nord-du-pays>

Jeune Afrique, « Cameroun : ce que l'on sait de l'attaque de Boko Haram à Wulgo », 27/03/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1672997/politique/cameroun-ce-que-lon-sait-de-lattaque-de-boko-haram-a-wulgo/>

Journal du Cameroun, « 11 militaires camerounais tués à Wulgo au Nigeria », 26/03/2025, <https://fr.journalducameroun.com/11-militaires-tues-a-wulgo-au-nigeria/>

Jeune Afrique, « Cameroun : les coulisses de l'enlèvement et de la libération du sous-préfet Roland Ewane », 26/03/2025
<https://www.jeuneafrique.com/1671875/politique/cameroun-les-coulisses-de-lenlevement-et-de-la-liberation-du-sous-prefet-roland-ewane/>

Xinhua, « Cameroun : une dizaine de soldats tués par Boko Haram dans l'Extrême-Nord (médias) », 25/03/2025, <https://french.news.cn/20250325/6c21c5a008154d4cac3f44beac941f28/c.html>

Xinhua, « Cameroun : deux membres des comités de vigilance tués dans une attaque attribuée à Boko Haram », 19/03/2025, <https://french.news.cn/20250319/d0fe23e812bb446fb8c6bfa7f5d4125e/c.html>

Xinhua, « Cameroun : quatre combattants de Boko Haram tués par l'armée dans l'Extrême-Nord », 10/03/2025, <https://french.news.cn/20250310/01e074732f5d40ffb15e33996887f2ad/c.html>

Xinhua, « Cameroun : un élève tué dans une attaque de Boko Haram à l'Extrême-Nord », 25/02/2025, <https://french.news.cn/20250225/eeb0e961ed484384bd6e3b3ba121be72/c.html>

Xinhua, « Cameroun : une attaque de Boko Haram fait quatre morts dans l'Extrême-Nord », 11/02/2025, <https://french.news.cn/20250211/13f804789d3e414f84f200e246360768/c.html>

Xinhua, « Cameroun : des séparatistes interrompent un match du championnat de football dans la région du Nord-Ouest », 10/02/2025, <https://french.news.cn/20250210/23ffc0aadcb5452fac193d87053cdd1b/c.html>

Xinhua, « Cameroun : deux séparatistes tués par l'armée dans la région du Nord-Ouest », 10/02/2025, <https://french.news.cn/20250210/d7a31c529dda4242ac4bc32b5300739d/c.html>

Xinhua, « Cameroun : deux civils tués lors d'une attaque de Boko Haram dans l'Extrême-Nord », 08/02/2025, <https://french.news.cn/20250208/7e03fb9532d44dde837e78fd36b7fca8/c.html>

Journal du Cameroun, « Cameroun : 10 preneurs d'otages neutralisés dans l'Adamaoua (Région du Nord) », 23/01/2025, <https://fr.journalducameroun.com/cameroun-10-preneurs-dotages-neutralises-dans-ladamaoua/>

Xinhua, « Cameroun : six éléments de Boko Haram abattus dans la région de l'Extrême-Nord », 17/01/2025, <https://french.news.cn/20250117/aea18461e0c9408583a873e4642d0157/c.html>

Xinhua, « Cameroun : deux ravisseurs abattus et trois otages libérés par le BIR dans le Nord », 14/01/2025, <https://french.news.cn/20250114/bb36df4328dd476eb71bc443d34df4ae/c.html>

Journal du Cameroun, « Cameroun : deux preneurs d'otages neutralisés dans le parc de la Bénoué », 14/01/2025,

<https://fr.journalducameroun.com/cameroun-deux-preneurs-dotages-neutralises-dans-le-parc-de-la-benoue/>

Journal du Cameroun, « Cameroun : trois morts dans l'attaque d'un camp militaire à Ngouma », 13/01/2025,

<https://fr.journalducameroun.com/cameroun-trois-morts-dans-lattaque-dun-camp-militaire-a-ngouma/>

Xinhua, « Cameroun : deux terroristes et un civil tués dans une attaque de Boko Haram », 09/01/2025,

<https://french.news.cn/20250110/866b8e1d7efd4273882c1ed663c04ea9/c.html>

Radio France Internationale (RFI), « Cameroun : pour apaiser les tensions dans l'Extrême-Nord, le climat doit être pris en compte, selon des ONG », 03/05/2024,

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240503-cameroun-apaier-les-tensions-li%C3%A9es-%C3%A0-l-eau-dans-l-extr%C3%Aame-nord>

Data Cameroon, « Sur les traces de Boko Haram : au cœur du business des enlèvements dans le bassin du Lac Tchad », 11/04/2024,

<https://datacameroon.com/sur-les-traces-de-boko-haram-au-coeur-du-business-des-enlevements-dans-le-bassin-du-lac-tchad/>

Cameroun 24 net, « Trafic aérien du Cameroun 2024 — statistiques passagers et dynamiques des vols internationaux vs domestiques », 02/2024,

<https://cameroun24.net/article/70529-Sursaut-des-cieux-camerounais-Le-traffic-aerien-d.html?utm>

Autres sources

Boursorama, Convertisseur de devises (Francs CFA en Euros), 27/02/2026,

<https://www.boursorama.com/bourse/devises/convertisseur-devises/>

Business in Cameroon, "Cameroon's Road Network in Crisis With 75% Requiring Rehabilitation", 02/09/2025,

<https://www.businessincameroon.com/construction/0209-14952-camerouns-road-network-in-crisis-with-75-requiring-rehabilitation?utm>

Business Finance International, « Le Cameroun veut construire un aéroport dans chacune de ses dix régions du pays », 09/04/2025,

<https://businessfinanceint.com/le-cameroun-veut-construire-un-aeroport-dans-chacune-de-ses-dix-regions-du-pays/>

Travel Dojo, "Cameroon", s.d.,

<https://www.traveldojo.com/cameroon/?utm>

Logistique Conseil, « Classification et niveau de desserte des routes au Cameroun », s.d.,

<https://www.logistiqueconseil.org/Articles/Transport-routier/Classification-routes-cameroun.html?utm>

Illustrations

Carte du Cameroun illustrant le nombre d'incidents violents par régions recensés par ACLED en 2025, DIDR, OFPRA, 01/2026 ; source : ACLED, 01/2026.

Carte du Cameroun montrant le mouvement des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Source : UNHCR, « Bureau de coordination du HCR au Cameroun : Mouvement des

réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays [UNHCR Cameroon MCO : Refugees and Internally Displaced Persons Movement] », 31/01/2026,
<https://reliefweb.int/map/cameroon/unhcr-cameroon-mco-refugees-and-internally-displaced-persons-movement-january-2026>